



**BURKINA FASO**

**UNITE - PROGRES - JUSTICE**

**Convention sur la Diversité Biologique:**

**TROISIEME  
RAPPORT NATIONAL  
À  
LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

**Novembre 2006**

## TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
IDENTIFICATION DE LA PARTIE PRENANTE	5
INFORMATION SUR LA PREPARATION DU RAPPORT	6
VUE D'ENSEMBLE ET CHOIX DES PRIORITES	6
ARTICLE 5 – COOPERATION	10
ARTICLE 6 – MESURES GENERALES POUR LA CONSERVATION ET L'UTILISATION DURABLE	12
ARTICLE 7– IDENTIFICATION ET SURVEILLANCE	15
Décisions en matière de Taxonomie	18
ARTICLE 8 – CONSERVATION <i>IN SITU</i>	22
Article 8(h) – Espèces exotiques	25
Décisions en matière d'espèces exotiques	26
Article 8(j) - Connaissances traditionnelles et dispositions connexes	31
Décisions en matière de Connaissances traditionnelles et dispositions connexes	32
ARTICLE 9 – CONSERVATION <i>EX SITU</i>	35
Décision relative à la stratégie mondiale pour la conservation des plantes	37
ARTICLE 10 – UTILISATION DURABLE DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE	38
Décision portant sur utilisation durable comme question multisectoriel	40
Décision relative à diversité biologique et tourisme	41
ARTICLE 11 – MESURES D'INCITATION	43
Décisions relatives aux mesures d'incitation	43
ARTICLE 12 – RECHERCHE ET FORMATION	47
ARTICLE 13 – ÉDUCATION ET SENSIBILISATION DU PUBLIC	48
Décisions relatives à éducation et sensibilisation du public	49
ARTICLE 14 – ÉVALUATION DES IMPACTS	51
Décisions relatives à évaluation des impacts	53
ARTICLE 15 – ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES	55
Décisions relatives à accès aux ressources génétiques	56
ARTICLE 16 – ACCES A LA TECHNOLOGIE ET AU TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE	59
ARTICLE 17 – ÉCHANGE D'INFORMATION	60
ARTICLE 18 – COOPERATIONS TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE	61
Décisions relatives à Coopérations scientifique et technique	62
ARTICLE 19 – GESTION DE LA BIOTECHNOLOGIE ET LA RÉPARTITION DE AVANTAGES	65
ARTICLE 20 – RESSOURCES FINANCIÈRES	66
Décisions relatives aux ressources financières	68
APPROCHE PAR ÉCOSYSTEME	72
PROGRAMMES DE TRAVAIL	73
Programmes de travail sur les écosystèmes des eaux intérieures	74
Programmes de travail sur la diversité biologique marine et côtière	77
Programmes de travail sur la diversité biologique agricole	81
Programmes de travail sur la diversité biologique des forêts	89
Programmes de travail sur la diversité biologique des terres arides et sub-humides	94
OPÉRATIONNALISATION DE LA CONVENTION	99
JUSTIFICATION DES QUESTIONS NON RÉPONDUES	100
RECOMMANDATION	103

## **PREAMBULE**

En tant que Partie contractante à la Convention sur la Diversité Biologique, le Burkina Faso a l'obligation de soumettre périodiquement son rapport national. Ainsi, à l'instar des autres Parties contractantes à la Convention, un travail participatif de collecte de données auprès de l'ensemble des acteurs du développement a permis de mettre au point le rapport ci-après dressé

L'objectif des rapports nationaux est d'informer toutes les Parties contractantes, d'une part sur les dispositions prises par les pays concernés dans le cadre de l'application de la Convention, et d'autre part sur les résultats atteints.

Les informations qui sont retenues dans le rapport national concernent les domaines d'activités relevant spécifiquement de divers secteurs d'activités touchant à la diversité biologique.

Le rapport ainsi préparé est le résultat d'un travail participatif de collecte approfondie et de synthèse rigoureuse des données.

Le présent rapport fait état de la situation actuelle en ce qui concerne :

- l'état et les tendances actuels des espèces et des écosystèmes ;
- les facteurs qui affectent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et
- les progrès accomplis dans la réalisation des programmes et projets de réduction de la perte de la diversité biologique.

Même si ce présent rapport dénote d'un niveau appréciable des résultats atteints par le Burkina Faso, il n'en demeure pas moins que beaucoup d'efforts restent à faire.

C'est dans cette perspective que les acteurs burkinabè de la diversité biologique se sont engagés à œuvrer pour mieux appliquer de la Convention.

## **SIGLES ET ABREVIATIONS :**

AGHYMET	Centre Régional pour la formation en Hydrologie et Agro-Météorologie
CEAS	Centre Ecologique Albert Schweitzer
CHM	Clearing House Mechanism (Centre d'Echange d'information de la Convention sur la Diversité Biologique)
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CORAF	Centre Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricole
DEA	Diplôme d'Etude Approfondie
DUT	Diplôme Universitaire de Technologie
FRSIT	Forum sur la Recherche Scientifique et les Innovations Technologiques
ICRAF	Centre International pour la Recherche en Agroforesterie
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
IPGRI	International Plant Genetic resources Institute (Institut International des Ressources Génétiques Végétales)
IUCN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
PAUCOF	Projet d'Appui aux Unités de Conservation de la Faune
PNGT	Programme National de Gestion des Terroirs
UEMOA	Union Monétaire Ouest-Africaine
UFR/SVT	Unité de Formation et de Recherche en Science de la Vie et de la Terre

## IDENTIFICATION DE LA PARTIE PRENANTE

Partie prenante	
<b>CORRESPONDANT NATIONAL</b>	
Nom complet de l'organisme	Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie / Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
Nom et titre de l'administrateur responsable	Alain Edouard TRAORE, Secrétaire Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
Adresse	<i>01 BP 6486 Ouagadougou 01, Burkina Faso</i>
Téléphone	+ (226) 31 24 64 + (226) 31 31 66
Fax	+ (226) 31 64 91
Courriel	<u><a href="mailto:spconedd@fasonet.bf">spconedd@fasonet.bf</a></u> ; <u><a href="mailto:spconedd@yahoo.fr">spconedd@yahoo.fr</a></u>
<b>ADMINISTRATEUR RESPONSABLE DU RAPPORT NATIONAL (SI DIFFÉRENT DU PREMIER)</b>	
Nom complet de l'organisme	Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie / Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
Nom et titre de l'administrateur responsable	Alain Edouard TRAORÉ, Secrétaire Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
Adresse	<i>01 BP 6486 Ouagadougou 01, Burkina Faso</i>
Téléphone	+ (226) 31 24 64 + (226) 31 31 66
Fax	+ (226) 31 64 91
Courriel	<u><a href="mailto:spconedd@fasonet.bf">spconedd@fasonet.bf</a></u> ; <u><a href="mailto:spconedd@yahoo.fr">spconedd@yahoo.fr</a></u>
<b>S O U M I S S I O N</b>	
Signature de l'administrateur responsable chargé de la soumission du rapport national	
Date de soumission	

# QUESTIONNAIRE

## Information sur la préparation du rapport

Encadrement I – Veuillez donner des informations sur la préparation de ce rapport, incluant les informations sur les parties prenantes impliquées ainsi que sur le matériel utilisé à cette occasion.

Le présent rapport est le fruit de larges consultations nationales ayant regroupés les représentants d'acteurs de la diversité biologique, venus de l'administration publique, de la société civile, des associations, du secteur privé, de la société coutumière et traditionnelle, de la société religieuse, des organisations régionales et internationales de développement, et les personnes ressources.

## Vue d'ensemble et choix de priorité

**Encadrement II - Veuillez donner une vue d'ensemble de l'état et évolution des différents éléments constitutifs de la diversité biologique dans votre pays selon les informations et les données disponibles.**

Les éléments constitutifs de la diversité biologique du Burkina Faso continuent de subir une perte en dépit des multiples actions menées et des acquis indéniables enregistrés sur les plans technique, institutionnel, législatif et opérationnel.

**Encadrement III - Veuillez donner une vue d'ensemble des facteurs qui affectent la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs variés de la diversité biologique de votre pays, incluant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages venant de leur utilisation.**

Les facteurs qui entravent les trois objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique sont, entre autres, pour :

1. La conservation de la diversité biologique : les défrichements anarchiques, les empiètements sur les aires classées et protégées, la fragmentation et la réduction de l'habitat de la faune, la dégradation des terres, l'insuffisance de la pluviosité, l'envasement des cours et plans d'eau, l'insuffisance des connaissances et des capacités de conservation des ressources génétiques ;
2. L'utilisation durable des ressources biologiques : la surexploitation des ressources, l'exploitation peu responsable des ressources, la faiblesse de l'offre en certaines ressources biologiques par rapport à la demande
3. L'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages : l'inexistence de dispositions législatives et réglementaires spécifiques à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, l'insuffisance de l'évaluation et de la surveillance des ressources génétiques.

**Encadrement IV - Veuillez donner un aperçu général du progrès accompli vers l'objectif 2010 qui a été adopté lors de la sixième réunion de la Conférence des parties (Veuillez donner des informations détaillées aux questions 177, 178 et 179).**

Afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif de réduction du rythme actuel de perte de la diversité biologique à l'horizon 2010 (objectif 2010) le Burkina faso a déjà pris de nouvelles mesures à cet effet, qui prennent en compte les objectifs =2010. Il s'agit, entre autres, de :

- la stratégie de développement rural à l'horizon 2015 ;
- la politique nationale en matière d'environnement ;
- le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté...le Plan Stratégique de la Recherche Scientifique et Technologique

**1.** Veuillez indiquer, par un "x" dans la colonne appropriée ci-dessous, le niveau de priorité que votre pays accorde à l'application des articles variés, dispositions et leurs décisions associées, et qui sont en rapport avec les programmes de travail de la Convention.

Article/Disposition/Programme de travail	Niveau de priorité		
	Haut	Moyen	Bas
a) Article 5 – Coopération	x		
b) Article 6 – Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable	x		
c) Article 7 - Identification et surveillance	x		
d) Article 8 – Conservation <i>In-situ</i>	x		
e) Article 8(h) – Espèces exotiques	x		
f) Article 8(j) – Connaissances traditionnelles et dispositions connexes	x		
g) Article 9 – Conservation <i>Ex-situ</i>	x		
h) Article 10 – Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique	x		
i) Article 11 – Mesures d'incitation	x		
j) Article 12 – Recherche et formation	x		
k) Article 13 - Éducation et sensibilisation du public	x		
l) Article 14 – Évaluation de l'impact afin de minimiser les effets néfastes	x		

/... 7

◆ Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

m) Article 15 - Accès aux ressources génétiques	X		
n) Article 16 - Accès à la technologie et transfert de technologie	X		
o) Article 17 – Échange d'informations	X		
p) Article 18 – Coopération scientifique et technique	X		
q) Article 19 – Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages	X		
r) Article 20 – Ressources financières	X		
s) Article 21 – Mécanisme de financement	X		
t) Diversité biologique agricole	X		
u) Diversité biologique des forêts	X		
v) Diversité biologique des eaux intérieures	X		
w) Diversité biologique marine et côtière			X
x) Diversité biologique des terres arides et sub-humides	X		

**2.** Veuillez indiquer, par un "x" dans la colonne appropriée ci-dessous, la disponibilité des ressources que votre pays a besoin pour réaliser les articles variés, dispositions et leurs décisions associées, et relatives aux programmes de travail de la Convention.

Article/Disposition/Programme de travail	Disponibilité de ressources			
	Bonne	Adéquate	Limitée	Très Limitée
a) Article 5 – Coopération				X
b) Article 6 – Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable		X		
c) Article 7 - Identification et surveillance				X
d) Article 8 – Conservation <i>In-situ</i>			X	
e) Article 8(h) – Espèces exotiques				X
f) Article 8(j) – Connaissances traditionnelles et dispositions connexes			X	
g) Conservation <i>Ex-situ</i>				X

h) Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique			x	
i) Mesures d'incitation			x	
j) Recherche et formation			x	
k) Éducation et sensibilisation du public			x	

b) Article 14 - Évaluation de l'impact afin de minimiser les effets néfastes				x
c) Article 15 - Accès aux ressources génétiques				x
d) Article 16 - Accès à la technologie et transfert de technologie				x
e) Article 17 - Échange d'informations			x	
f) Article 18 - Coopération scientifique et technique			x	
g) Article 19 - Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages				x
h) Article 20 - Ressources financières				x
i) Article 21 – Mécanisme de financement			x	
j) Diversité biologique agricole			x	
k) Diversité biologique des forêts			x	
l) Diversité biologique des eaux intérieures				x
m) Diversité biologique marine et côtière				
n) Diversité biologique des terres arides et sub-humides			x	

Éventuellement, veuillez indiquer ci-dessous les articles, dispositions et/ou programme de travail dont vous avez le plus besoin pour l'application au niveau national et les mettre dans l'ordre de priorité.


## Article 5 – Coopération

**3. ■** Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec d'autres Parties en ce qui concerne les zones situées au-delà de la juridiction de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique?

a) Non	
b) Oui, coopération bilatérale (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, programmes internationaux (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, accords internationaux ou régionaux (veuillez préciser ci-dessous)	
e) Oui, autres formes de coopération (veuillez donner préciser ci-dessous)	
Détails sur la coopération avec les autres Parties.	
AGHRYMET, CILSS, UEMOA, Liptako Gourma, IPGRI, ICRAF, CRDI, Royal Botanic Gardens, IUCN	

### Décision VI/20 - Coopération avec d'autres organisations, initiatives et conventions

**4.** Votre pays a-t-il pris des mesures pour harmoniser, sur le plan national, les politiques et programmes dans le but d'optimiser la cohérence, les synergies et l'efficacité dans la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (MEAs) et les initiatives régionales pertinentes ?

a) Non	
b) Non, mais les mesures sont sous considération	
c) oui, quelques mesures sont en cours	X
d) oui, des mesures compréhensives sont en cours (veuillez préciser ci-dessus)	
Détails sur l'harmonisation des politiques et programmes au niveau national.	
Stratégie et plan d'action en matière de diversité biologique ; Loi portant régime de sécurité en biotechnologie au Burkina Faso ; Stratégie de développement rural ; Plan d'action decennal du Ministère chargé de l'environnement .	

**5.** Quelle priorité accorde votre pays à la conservation et, où applicable, à l'utilisation durable des espèces migratoires comparativement aux autres questions relatives à la diversité biologique? *[Cette question est développée sur la base de la décision VI/20 et incluse dans le programme conjoint de CBD et de la Convention des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS).]*

a) Haut	X
b) Moyen	
c) Bas	

<b>6.</b> Est-ce que les espèces migratoires et leurs habitats sont prises en compte dans vos stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique (NBSAP)? (Cette question est développée sur la base de la décision VI/20 et incluse dans le programme conjoint de travail de CBD et CMS.)	
a) Oui	X
b) Non	
Si <b>OUI</b> , veuillez décrire brièvement ces évaluations	
a) Conservation, utilisation durable et/ou restauration des espèces migratoires	Le Programme Antilope Sahélo Sahélien est partiellement mis en œuvre faute de moyens financiers. Toutefois les antilopes présentes concernées, de même que la cigogne, le calao, l'autruche,... sont intégralement protégés
b) Conservation, utilisation durable et/ou restauration des habitats des espèces migratoires, incluant les aires protégées	Restauration de l'habitat des ASS et oiseaux migrateurs dans la Réserve du Sahel, aménagement du complexe W (Benin-Burkina-Niger), plaidoyer pour la création de nouvelles réserves de biosphère, la réserve de biosphère de la mare aux hippopotames
c) Réduction au minimum ou élimination des barrières ou obstacles à la migration	Création de couloir d'éléphants entre le Ghana et le Burkina, aménagement et conservation d'un espace commun aux éléphants du Sahel entre le Mali et le Burkina
d) Recherche et surveillance des espèces migratoires	Suivi des éléphants à l'aide de coliers dans le W, capture d'oiseaux bagués,
e) Mouvements trans-frontières	Amenagement des réserves Comoé Leraba avec la Côte d'Ivoire, Sahel avec le Mali, les Parcs W avec le Benin et le Niger, Kaboré Tambi et Nazinga avec le Ghana (mise en place de couloirs)
Si <b>NON</b> , veuillez indiquer brièvement ci-dessous	
a) L'étendue de l'évaluation des espèces migratoires au niveau national de votre pays	
b) Coopération avec les autres pays depuis 2000	

**Décision VI/27 A – Mise en oeuvre de la Convention, et notamment des actions prioritaires dans les stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique**

<b>7.</b> Votre pays travaille-t-il avec d'autres Parties pour développer des mécanismes et des réseaux régional, sous-régional, et international pour supporter la mise en œuvre de la Convention?	
a) Non	
b) Non, mais des consultations sont en cours	
c) Oui, certains mécanismes et réseaux établis (Réseau TerrAfrica, Réseau Mondial d'information sur la Diversité Biologique)	X

d) Oui, mécanismes existants sont en train d'être renforcés (Réseau Terrafrica)	X
Autres observations sur le développement des mécanismes et réseaux régionaux, sous régionaux	
La CEDEAO, le CILSS, le NEPAD sont des cadres où la mise en œuvre de la convention est supportée, soit sur le plan technique et financier, soit sur le plan stratégique	

**Encadrement V – Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en terme**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

(a) Programmes de gestion intégrée et participative adoptés et appliqués
(b) Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté a intégré les préoccupations environnementales ;
(c) De nouveaux programmes et plans d'action ont pris en compte l'objectif 2010.

**Encadrement VI - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Longueur de procédure pour le démarrage des programmes régionaux et sous-régionaux, insuffisance de financement pour la mise en œuvre du Programme Antiloppe Sahélo-Saharienne
--

## Article 6 – Mesures générales pour la conservation et l'utilisation durable

<b>8. ■</b> Sur l'article 6(b): Vos stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique couvrent-ils l'intégration d'autres activités sectorielles?	
a) Non	
b) Oui, certains secteurs	
c) Oui, tous les secteurs majeurs	X
d) Oui, tous les secteurs	

### Décision II/7 et décision III/9- Examen des Articles 6 et 8

<b>9. ■</b> Votre pays a-t-il établi des cibles mesurables dans le cadre de vos stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique?	
a) Non	
b) Non, cibles mesurables sont encore à la première étape de développement	
c) Non, mais cibles mesurables sont à une étape avancée de développement	
d) Oui, cibles pertinentes en place (veuillez préciser ci-dessous)	X
e) Oui, rapports sur la mise en oeuvre des cibles pertinentes disponibles	

Autres observations sur les cibles établies selon les stratégies et plans d'action.

Les cibles sont reflétées dans les résultats escomptés du plan d'action sur la diversité biologique

### Décision III/21 - Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable (CSD) et les autres Conventions relatives à la diversité biologique

**10.** ■ Est-ce que les correspondants nationaux de la Convention et les autorités compétentes de la Convention de Ramsar, de la Convention de Bonn et de la Convention sur le commerce International des espèces de faune et de flore sauvages menacés d'extinction (CITES) coopèrent à la mise en œuvre de ces conventions dans le but d'éviter de faire le travail en double?

a) Non

b) Non, mais des mécanismes de coordination potentiels sont identifiés

c) Oui, certains mécanismes de coordination en place (veuillez préciser ci-dessous)

d) Oui, mécanismes en vigueur en révision

x

Autres informations sur la coordination des correspondants nationaux de différentes conventions.

Existence du Cadre de Concertation Unique des Conventions

### Décision VI/27 A - Mise en oeuvre de la Convention, et notamment des actions prioritaires dans les stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique

**11.** Votre pays a-t-il identifié les actions prioritaires dans ses stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique?

a) Non

b) Non, mais la révision est en cours

c) Oui, actions prioritaires identifiées

x

Autres commentaires sur les actions prioritaires identifiées.

Etudes réalisées pour le renforcement des capacités de mise en œuvre des actions portant sur :

- les connaissances traditionnelles
- l'accès et partage des avantages ;
- l'identification, l'évaluation et la surveillance des ressources génétiques ;
- la préservation des espèces végétales importantes pour l'alimentation humaine.

**12.** Votre pays révise-t-il périodiquement ses stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique à la lumière des expériences de la mise en oeuvre?

a) Non

b) Non, mais révisions prévues

x

/... 13

◆ Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

c) Oui, NBSAP révisé (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, un mécanisme est en place pour réexaminer et réviser périodiquement NBSAP (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur la révision des stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique (NBSAP).	

<b>13.</b> Votre pays accorde-t-il une priorité à l'intégration de la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ainsi qu'au partage des avantages aux plans sectoriels et intersectoriels, programmes et politiques pertinents?	
a) Non	
b) Oui, dans certains secteurs (veuillez préciser ci-dessous)	
c) Oui, dans les secteurs importants (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, dans tous les secteurs (qui touchent à la diversité biologique)	X
Autres commentaires sur l'intégration de la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et le partage des avantages aux plans sectoriels et intersectoriels, programmes et politiques pertinents.	
Etudes réalisées en vue du renforcement des capacités en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- connaissances traditionnelles</li> <li>- accès et partage des avantages ;</li> <li>- identification, évaluation et surveillance des ressources génétiques ;</li> <li>- préservation des espèces végétales importantes pour l'alimentation humaine.</li> </ul>	

**Encadrement VII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable)**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention :**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010 :**

<ul style="list-style-type: none"> <li><b>(d) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les buts et objectifs du Plan stratégique de la Convention sont tous reflétés dans les actions prioritaires du NBSAP</li> </ul> </li> <li><b>(e) Progrès vers l'objectif de 2010 :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'objectif de 2010 est pris en compte dans les actions du NBSAP qui sont exécutées, en cours d'exécution ou au programme</li> </ul> </li> </ul>
---

**Encadrement VIII - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

<p>Contraintes ou entraves :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- insuffisance des moyens financiers pour l'opérationnalisation de l'ensemble des actions retenues ;</li> <li>- persistance de la surexploitation et de la dégradation des ressources, due à la forte dépendance de l'économie du pays des ressources naturelles ;</li> <li>- rétrécissement des aires fauniques ;</li> <li>- absence de schéma national d'aménagement du territoire</li> <li>- pollution des eaux par les pesticides. les engrais chimiques et les déchets industriels et biomédicaux.</li> </ul>

**Article 7 - Identification et surveillance**

<p><b>14. ■</b> Sur l'article 7(a): votre pays dispose-t-il un programme d'inventaire et/ou surveillance en vigueur aux niveaux génétique, des espèces et écosystèmes?</p>	
a) Non	
b) Oui, aux niveaux génétiques, des espèces ou écosystèmes seulement (veuillez préciser et donner des détails ci-dessous)	
c) Oui, à certains niveaux (veuillez préciser et donner des détails ci-dessous)	X
d) Oui, à tous les niveaux (veuillez donner des détails ci-dessous)	
<p>Autres commentaires sur les programmes d'inventaires en vigueur aux niveaux génétique, des espèces et écosystèmes.</p> <p>Projet de conservation <i>in situ</i> de la diversité biologique agricole par l'INERA            Inventaire et caractérisation d'espèces végétales spécifiques par le laboratoire de génétique et de biotechnologie végétale (UFR/SVT)            Un programme de suivi écologique (espèces et/ou écosystème) est mis en œuvre au sein du Ministère de l'environnement et du cadre de vie            Prospection, collecte, inventaire, évaluation, conservation et surveillance de semences forestières et agricoles et halieutiques, selon le centre d'intérêt, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Institut de l'Environnement et de Recherche Agricole ;</li> <li>- l'Université de Ouagadougou ;</li> <li>- le Centre National de Semences Forestières.</li> </ul>	

<p><b>15. ■</b> Sur l'article 7(c): Votre pays surveille-t-il ces activités qui ont un effet néfaste sur la diversité biologique?</p>	
a) Non	
b) Non, un programme est encore au premier stade de développement	

c) Non, mais le programme est à un stade avancé de développement	
d) Oui, certains programmes en place (veuillez préciser)	X
e) Oui, programmes compréhensibles en place (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les programmes de surveillance de ces activités qui ont un effet néfaste sur la diversité biologique	
Programme de la Direction de la Protection des végétaux Programme de la Direction du suivi écologique Programme de l'Agence Nationale de Biosécurité Programme de la Direction de la Réglementation et des Inspections Environnementales Programme de la Direction des Evaluations Environnementales Programme des Cellules Environnementales	

<b>16. ■</b> Sur l'article 7(d): Votre pays coordonne-t-il la collecte et la gestion d'information au niveau national?	
a) Non	
b) Non, mais certains mécanismes or systèmes sont à l'étude	
c) Oui, certains mécanismes ou systèmes sont en train d'être établis	
d) Oui, certains mécanismes ou systèmes en place (veuillez préciser ci-dessous)	
e) Oui, un système relativement complet en place (veuillez préciser ci-dessous)	X
Autres informations sur la coordination de la collecte et la gestion d'information.	
Le Système National d'Information sur l'Environnement au Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (SP/CONEDD) Le Centre d'Echange d'Information de la Convention sur la Diversité Biologique au SP/CONEDD	

### Décision III/10 - Identification, surveillance et évaluation

<b>17. ■</b> Votre pays a-t-il identifié les indicateurs nationaux de diversité biologique?	
a) Non	
b) Non, mais l'identification des indicateurs potentiels est en cours	
c) Oui, quelques indicateurs identifiés (veuillez décrire)	

d) Oui, un ensemble relativement complet d'indicateurs identifiés (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres observations sur les indicateurs identifiés.	

### Décision V/7 - Identification, surveillance et évaluation, et indicateurs

<b>18.</b>  Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec les autres pays en matière d'indicateurs, de surveillance et d'évaluation?	
a) Non	
b) Oui, coopération limitée	x
c) oui, coopération importante sur certains points (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, coopération importante sur de nombreux points (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les questions de coopération avec les autres pays en matière d'indicateurs, de surveillance et d'évaluation.	
Suivi des éléphants du sahel avec le Mali Suivi des espèces et de l'écosystème du park W avec le Niger et le Benin	

### Décision VI/7 - Identification, surveillance, indicateurs et évaluations

<b>19.</b> Votre pays applique-t-il les directives annexées à la Décision VI/7?	
a) Non	
b) Non, mais étude en cours pour les adapter aux besoins nationaux	x
c) Oui, quelques aspects (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, la plupart des aspects (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les directives appliquées par votre pays.	

**Encadrement IX - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable)**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.**

a) Un plan d'action spécifique à l'identification et la surveillance est élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du NBSAP

b) La réalisation du plan d'action ci-dessus permettra d'atteindre les buts et objectifs stratégiques de la Convention et de faire un progrès vers l'objectif 2010

**c) L'adoption de la loi sur la biosecurité**

**Encadrement X - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Insuffisance des capacités humaines, financières et matérielles pour l'identification et la surveillance  
 Difficultés d'accès au matériel génétique du pays conservé en dehors du paysr

## Décisions en matière de Taxonomie

### Décision IV/1 - Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA (en partie)

<b>20. ■</b> Votre pays a-t-il développé un plan d'action national en matière de taxonomie?	
a) Non	
b) Non, mais un plan est à ses premières étapes de développement	X
c) Non, mais un plan est à une étape avancée de développement	
d) Oui, un plan d'action est en place (veuillez donner les détails ci-dessous)	
e) Oui, rapports sur l'application disponibles (veuillez donner les détails ci-dessous))	
Autres informations sur le plan d'action national en matière de taxonomie de votre pays.	
Programme d'inventaire floristique en cours	

<b>21. ■</b> Votre pays investit-il à long terme dans la mise en place de l'infrastructure appropriée pour les collections taxonomiques du pays?	
a) Non	
b) Oui	x
Autres informations sur l'investissement à long terme dans la mise en place de l'infrastructure appropriée pour les collections taxonomiques du pays.	
Herbier national disponible Laboratoire d'Histoire naturelle Laboratoire de génétique et de biotechnologie végétale	

**22. ■** Votre pays a-t-il adopté des niveaux quelconques de structure internationalement convenus pour abriter les collections?

a) Non	
b) Non, mais l'adoption est sous considération	
c) Oui, mise en oeuvre en cours par certaines collections	x
d) Oui, mise en oeuvre en cours par toutes les grandes collections	

**23. ■** Votre pays a-t-il mis sur pied des programmes de formation en matière de taxonomie, incluant l'envoi du personnel pour travailler dans des stages à l'étranger?

a) Non	
b) Oui (veuillez donner les détails ci-dessous)	X

Détails sur les programmes de formation en taxonomie.

Doctorat en biologie végétale, animale et génétique  
 DEA ressources génétiques et amélioration des plantes  
 DUT de technicien supérieur en production de semences  
 Formation des formateurs en conservation *in-situ*  
 Formation en gestion des herbiers

**24. ■** Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la stabilité financière et administrative des institutions responsables des inventaires de la diversité biologique et des activités taxonomiques?

a) Non	
b) Non, mais des mesures sont sous considération	
c) Oui, pour certaines institutions	x
d) Oui, pour toutes institutions principales	

### Décision V/9 - Initiative mondiale en matière de taxonomie (GTI): Mise en oeuvre et progression des suggestions d'actions

**25. ■** Votre pays a-t-il travaillé sur le renforcement de ses capacités en matière de recherche taxonomique?

a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur les efforts pour augmenter les capacités en matière de recherche taxonomique.

Doctorat en biologie végétale, animale et génétique  
 DEA ressources génétiques et amélioration des plantes  
 DUT en technicien supérieur en production de semences  
 Formation des formateurs en conservation *in situ*  
 Formation en gestion des herbiers

### Décision VI/8 - Initiative mondiale en matière de taxonomie

<b>26.</b> Est-ce que votre pays encourage et met en oeuvre le programme de travail pour le GTI?	
a) Non	
b) Non, mais des plans sont en cours de développement	x
c) Oui, certaines activités en cours d'être appliquées (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, la plupart des activités en cours d'être appliquées (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur la promotion et l'application du programme de travail pour GTI.	

<b>27.</b> Votre pays collabore-t-il avec les initiatives nationales, régionales, sous-régionales et mondiales en cours, ainsi que les partenariats et les institutions en place afin de mettre en oeuvre le programme de travail, incluant l'évaluation des besoins régionaux en matière de taxonomie et l'identification des priorités au niveau régional?	
a) Non	
b) Non, mais des programmes de collaboration sont au stade de développement	x
c) Oui, des programmes de collaboration sont en cours d'être appliqués (veuillez donner les détails ci-dessous)	
Autres informations sur la collaboration que votre pays a mise en place pour appliquer le programme de travail pour le GTI.	
Comite National MaB and Biosphere Association des Botanistes de l'Afrique de l'Ouest (ABAO) Association des Entomologistes de l'Afrique de l'Ouest Réseau Ouest Africain des Chercheurs dans le domaine des Substances Naturelles	

### Annexe à la décision VI/8 - Programme de travail pour l'Initiative mondiale en matière de taxonomie

<b>28.</b> Votre pays a-t-il fait une évaluation des besoins et capacités en matière de taxonomie au niveau national pour l'application de la Convention?	
a) Non	
b) Oui, évaluation de base faite (veuillez donner ci-dessous une liste des besoins et capacités trouvés)	x
c) Oui, évaluation complète faite (veuillez donner ci-dessous une liste des besoins et capacités trouvés)	
Autres commentaires sur l'évaluation nationale des besoins et capacités en matière de taxonomie.	
Monographie Nationale sur la Diversité Biologique	

**29.** Votre pays a-t-il mis en place des systèmes et infrastructure nécessaires sur le plan de ressources humaines pour obtenir, rassembler et entretenir les spécimens biologiques sur lesquelles reposent les connaissances taxonomiques?

a) Non	
b) Non, mais des systèmes sont en cours de développement	
c) Oui (veuillez donner des détails supplémentaires ci-dessous)	x

Autres commentaires sur le développement des systèmes et infrastructure nécessaires sur le plan de ressources humaines pour obtenir, rassembler et entretenir les spécimens biologiques

Herbier National  
 Herbier du CNSF  
 Herbier de l'Université  
 Chambre froide du CNSF  
 Collections de l'INERA  
 Centre National d'Amélioration Génétique  
 Centre International de Recherche Développement de l'Élevage en zone Sahélienne

**30.** Votre pays facilite-t-il la mise en place d'une infrastructure/système amélioré et efficace pour l'accès aux informations taxonomiques?

a) Non	
b) Non, mais des programmes sont en cours de développement	
c) Oui, accès amélioré aux informations taxonomiques pour certains domaines thématiques et questions intersectorielles de CBD	
d) Oui, accès amélioré aux informations taxonomiques pour la plupart des domaines thématiques et questions intersectorielles de CBD	x

**31.** Votre pays travaille-t-il, en collaboration avec d'autres Parties, à renforcer les capacités régionales ou mondiales pour supporter l'accès à, et à la génération des informations taxonomiques?

a) Non	
b) Oui, des programmes pertinents en cours de développement	
c) Oui, certaines activités entreprises dans ce domaine (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, beaucoup d'activités entreprises dans ce domaine (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur le renforcement des capacités régionales ou mondiales pour supporter l'accès à, et à la génération des informations taxonomiques global en collaboration avec d'autres Parties.

Comite National MaB and Biosphere  
 Association des Botanistes de l'Afrique de l'Ouest (ABAO)  
 Association des Entomologistes de l'Afrique de l'Ouest.  
 Réseau Ouest Africain des Chercheurs dans le domaine des Substances Naturelles

**32.** Votre pays a-t-il développé un support en matière de taxonomie pour la mise en oeuvre du programme de travail de la Convention?

a) Non	x
b) Oui, pour la diversité biologique des forêts	
c) Oui, pour la diversité biologique marine et côtière	
d) Oui, pour la diversité biologique des terres arides et sub-humides	
e) Oui, pour la diversité biologique des eaux intérieures	
f) Oui, pour la diversité biologique des montagnes	

**33.** Votre pays a-t-il développé un support en matière de taxonomie pour la mise en oeuvre des questions intersectorielles de la Convention?

a) Non	x
b) Oui, pour l'accès et le partage des avantages	
c) Oui, pour l'Article 8(j)	
d) Oui, pour l'approche par écosystème	
e) Oui, pour évaluation, surveillance et indicateurs de l'impact	
f) Oui, pour les aires protégées	
g) Oui, pour les autres questions (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur le développement du support pour l'application des questions intersectorielles de la Convention.

## Article 8 – Conservation *In situ*

[Excluant les paragraphes (h) et (j)]

**34.** Sur l'article 8(a): Votre pays a-t-il mis sur pied un système de zones protégées visant à conserver la diversité biologique?

a) Non	
b) Non, mais un système est en cours d'étude	
c) Non, mais un système est au stade de développement	
d) Oui, des systèmes nationaux d'aires protégées en place	X
e) Oui, des systèmes en cours de révision et l'expansion planifiée	

<b>35. ■</b> Sur l'article 8(b): votre pays a-t-il adopté des lignes directrices nationales pour le choix, la création et la gestion des aires protégées?	
a) Non	
b) Non, à l'étude	
c) Oui (veuillez donner les détails ci-dessous)	X
d) Oui, directives en cours de révision et augmentées	
Autres informations sur les directives que votre pays a adoptées pour le choix, la création et la gestion des aires protégées.	
Consignées dans le Code forestier et code général des collectivités	

<b>36. ■</b> Sur l'article 8(e): Votre pays a-t-il pris des mesures pour promouvoir un développement durable et écologiquement sain dans les zones adjacentes aux zones protégées?	
a) Non	
b) Non, mais des mesures potentielles sont à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	X
d) Oui, mesures plus ou moins complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur les mesures qui favorisent le développement durable et écologiquement sain dans les zones adjacentes aux zones protégées.	
Mise en place de Zones Villageoises d'Intérêt Cynégétique ou de chasse autour des concessions de faune	
Existence de comités villageois de gestion de la faune, de gestion forestière, comités de gestion des zones humides et périmètres aquacoles, eco-musée, périmètres aquacoles d'intérêt économique, unité d'élevage non conventionnel de la faune	

<b>37. ■</b> Sur l'article 8(f): Votre pays a-t-il pris des mesures pour remettre en état et restaurer les écosystèmes dégradés et favoriser la reconstitution des espèces menacées?	
a) Non	
b) Non, mais des mesures potentielles sont à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, mesures complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)	X
Autres informations sur les mesures de réhabilitation et de restauration des écosystèmes dégradés.	

Mise en œuvre de projets à vocation faunique  
 Protection intégrale des espèces menacées  
 Aménagements des forêts  
 Programme de reforestation  
 Programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du Niger – Sous composante Burkina Faso  
 Programme de récupération des terres dégradées  
 Programme d'inversion des tendances

**38.** ■ Sur l'article 8(i): Votre pays a-t-il fait des efforts pour offrir les conditions nécessaires afin d'assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs?

a) Non	
b) Non, mais des mesures potentielles sont en train d'être identifiées	
c) Oui, certaines mesures entreprises (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures complètes entreprises (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur les mesures prises pour offrir les conditions nécessaires afin d'assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

Projet de comptabilité environnementale en cours  
 Elaboration de quotas d'abattage en fonction des inventaires et de l'état de l'habitat

**39.** ■ Sur l'article 8(k): Votre pays a-t-il formulé ou maintenu en vigueur les législations et/ou d'autres dispositions réglementaires pour protéger les espèces et populations menacées?

a) Non	
b) Non, mais législation est à son premier stade développement	
c) Oui, stade avancé de développement	
d) Oui, législation ou autres mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur la législation et/ou réglementations pour la protection des espèces et populations menacées.

Législation spécifique protégeant les espèces animales et forestières menacées  
 Le code forestier (une loi) protège les espèces forestières et animales menacées  
 La loi portant régime de sécurité en biotechnologie

**40.** ■ Sur l'article 8(l): Votre pays réglemente ou gère-t-il les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités déterminés à l'Article 7 pouvant entraîner des effets adverses importants sur la diversité biologique?

a) Non	
b) Non, mais procédés et catégories sont sous considération	
c) Oui, mais à un point limité	x
d) Oui, à un point avancé	

**Encadrement XI - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.**

Le damalisque, le céphalophe à flancs roux et surtout l'éléphant, l'hypopotame et le crocodile sont en pleine expansion.

**Encadrement XII - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

L'augmentation importante du nombre des éléphants et le rétrécissement de l'espace vital de ces derniers les entraînent à causer des dégâts importants sur les cultures des paysans, créant ainsi des conflits homme/éléphants.

### Article 8(h) – Espèces exotiques

<b>41. ■</b> Votre pays a-t-il identifié les espèces exotiques introduites dans son territoire?	
a) Non	
b) Oui, mais seulement les nouvelles ou récentes introductions de principales espèces menaçantes	
c) Oui, mais seulement les nouvelles ou récentes introductions (de n'importe quelle/toutes espèces)	
d) Oui, la plupart ou toutes les espèces	x

<b>42.</b> Votre pays a-t-il établi un système pour détecter l'introduction des espèces exotiques?	
a) Non	
b) Oui, le système détecte les nouvelles introductions de principales espèces menaçantes	x
c) Oui, le système détecte les nouvelles introductions de n'importe quelle espèce	
d) Oui, un système élaboré a détecté/détecte toutes les introductions	

<b>43. ■</b> Votre pays a-t-il évalué les risques que l'introduction de ces espèces exotiques présente pour les écosystèmes, les habitats ou les espèces?	
a) Non	
b) Oui, mais seulement certaines espèces exotiques menaçantes	x
c) Oui, pour la plupart des espèces exotiques (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur l'évaluation de risques posés aux écosystèmes, habitats ou espèces par l'introduction de ces espèces exotiques.	
La Jacinthe d'eau ( <i>Eichhoornia crassipes</i> ) Le coton Bt et VIP en cours d'évaluation	

<b>44. ■</b> Votre pays a-t-il pris des mesures pour empêcher d'introduire, contrôler ou éradiquer les espèces exotiques qui menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces?	
a) Non	
b) Non, mais des mesures potentielles sont sous considération	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	X
d) Oui, mesures complètes (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur les mesures pour empêcher d'introduire, contrôler ou éradiquer les espèces exotiques qui menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces	
Postes de contrôle forestiers dans les aéroports de Ouaga et Bobo Programme de lutte contre la jacinthe d'eau Poste de contrôle phyto sanitaire aux frontières terrestres et aériennes Réglementation Nationale en matière de Biosecurité	

**Décision V/8 - Espèces exotiques constituant une menace pour les écosystèmes, les habitats et les espèces**

<b>45. ■</b> Dans le cadre du problème des espèces exotiques envahissantes, votre pays a-t-il développé ou s'est t-il impliqué dans les mécanismes de coopération internationale, y compris l'échange de meilleures pratiques?	
a) Non	
b) Oui, coopération bilatérale	
c) Oui, coopération régionale	x
d) Oui, coopération multilatérale	

<b>46. ■</b> Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays utilise t-il de façon adéquate l'approche fondée sur les écosystèmes et l'approche de précaution biogéographique ?	
a) Non	x
b) Oui (veuillez expliquer)	

Autres commentaires sur l'utilisation de l'approche fondée sur les écosystèmes et l'approche de précaution biogéographique dans le cadre du travail sur les espèces exotiques envahissantes.

### Décision VI/23 – Espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces

**47.** Est-ce que votre pays encourage et applique les Principes directeurs?

a) Non

b) Non, mais les directives sont à l'étude

c) Non, mais des programmes pertinents sont au stade de développement

X

d) Oui, certains principes sont en cours d'être appliqués (veuillez donner plus de détails ci-dessous)

e) Oui, la plupart des principes ont en cours d'être appliqués (veuillez donner plus de détails ci-dessous)

Autres commentaires sur la promotion et l'application des Principes directeurs.

Des travaux de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes sont en cours

**48.** Votre pays a-t-il identifié les besoins et priorités nationaux pour l'application des Principes directeurs?

a) Non

b) Non, mais les besoins et priorités sont à l'étude

x

c) Oui, besoins et priorités nationaux identifiés (veuillez donner ci-dessous une liste des besoins et priorités identifiés)

Autres commentaires sur l'identification des besoins et priorités nationaux.

Besoins en capacités à renforcer pour la gestion de l'environnement national et mondial

**49.** Votre pays a-t-il créé des mécanismes pour coordonner les programmes nationaux afin d'appliquer les Principes directeurs?

a) Non

x

b) Non, mais des mécanismes sont en cours de développement

c) Oui, mécanismes en place (veuillez préciser ci-dessous)

/... 27

Autres commentaires sur les mécanismes créés pour coordonner les programmes nationaux afin d'appliquer les Principes directeurs.

**50.** Votre pays a-t-il révisé les politiques, législation et institutions pertinentes à la lumière des Principes directeurs, et modifié ou développé ces politiques, législation et institutions?

a) Non	
b) Non, mais révisions en cours	x
c) Oui, révision complétée et modifications proposées	
d) Oui, ajustement et développement en cours	
e) Oui, certains ajustements et développement complétés (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les révision, modification ou développement des politiques, législation et institutions à la lumière des Principes directeurs.

Révision de la Politique en matière de Réorganisation Agricole et Foncière en cours

**51.** Votre pays a-t-il encouragé la coopération entre les différents secteurs afin d'améliorer la prévention, détection précoce, éradication et/ou contrôle des espèces exotiques envahissantes?

a) Non	
b) Non, mais des mécanismes potentiels de coordination sont sous considération	x
c) Oui, mécanismes en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur la coopération entre les secteurs variés.

Programme de lutte contre la jacinthe d'eau

**52.** Votre pays collabore-t-il avec ses partenaires commerciaux et pays avoisinants pour protéger la diversité biologique dans les écosystèmes contre les menaces posées par les espèces exotiques qui traversent les frontières internationales?

a) Non	
b) Non, mais une collaboration est à l'étude	
c) Oui, des programmes pertinents de collaboration en cours de développement	x

d) Oui, programmes en place (veuillez spécifier les mesures prises à cet effet)	
Autres commentaires sur la collaboration avec les partenaires commerciaux et pays avoisinants.	
Programmes en cours du CILSS et de l'UEMOA	

**53.** Votre pays développe-t-il des capacités en matière d'utilisation des évaluations de risques pour adresser les menaces que les espèces exotiques envahissantes posent sur la diversité biologique, et intègre-t-il ces méthodes dans EIA (Évaluation de l'impact environnemental) et SEA (Évaluations environnementales stratégiques)?

a) Non	
b) Non, mais des programmes à cette fin sont en cours de développement	
c) Oui, certains efforts pour développer la capacité dans ce domaine sont en cours (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, activités pertinentes complétées (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur la capacité de développer des solutions pour adresser les menaces des espèces exotiques.	

**54.** Votre pays a-t-il mis au point des mesures financières, ainsi que d'autres politiques et outils, pour promouvoir les activités visant à réduire la menace que constituent les espèces envahissantes.

a) Non	
b) Non, mais des mesures et politiques sont en cours de développement	
c) Oui, certaines mesures, politiques et outils en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures et outils compréhensives (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur le développement des mesures financières, ainsi que d'autres politiques et outils, pour promouvoir les activités.	
Comite National sur la Lutte contre la jacinthe d'eau	

**55.** Votre pays a-t-il incorporé les considérations touchant aux espèces exotiques envahissantes dans les stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique, et dans les stratégies et politiques sectorielles et intersectorielles?

a) Non	
--------	--

b) Non, mais le sujet est à l'étude	
c) Non, mais des mesures à cet effet sont en cours (veuillez préciser ci-dessous)	
d) oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres informations sur l'incorporation des considérations touchant aux espèces exotiques envahissantes dans NBSAP, et les stratégies et politiques sectorielles et intersectorielles?	
NBSAP et Plan Stratégique de la Recherche	

<b>56.</b> Votre pays a-t-il encouragé et entrepris des recherche et évaluation sur les sujets identifiés dans les sections (a) à (j) du paragraphe 24 de la décision VI/23?	
a) Non	
b) Oui, évaluation et recherche entreprises sur certains points (veuillez préciser)	x
c) Oui, évaluation et recherche entreprises sur la plupart des points (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur les recherche et évaluation sur les sujets identifiés dans les sections (a) à (j) du paragraphe 24 de la décision VI/23.	
Programme de lutte contre la jacinthe d'eau Etude sur les besoins de renforcement des capacités en matière de connaissances traditionnelles	

<b>57.</b> Votre pays a-t-il élaboré et mis à disposition des outils techniques et des informations connexes afin d'appuyer les efforts de prévention, de détection rapide, de surveillance, d'éradication et/ou de contrôle des espèces exotiques envahissantes?	
a) Non	
b) Non, mais des outils pertinents sont en cours de développement	x
c) Oui (veuillez fournir la liste d'outils développés)	
Autres commentaires sur les outils techniques et des informations connexes.	
Programme de lutte contre la jacinthe d'eau	

**Encadrement XIII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.**

L'application entamée de cet article contribue à la réalisation des buts et objectifs du Plan Stratégique de la Convention ainsi qu'au progrès vers l'objectif de 2010.
---

**Encadrement XIV - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Insuffisance des moyens pour l'inventaire et l'évaluation exhaustive des espèces exotiques qui menacent les écosystèmes et les espèces autochtones

**Article 8(j) - Connaissances traditionnelles et dispositions connexes**

**58.** ■ Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer le respect, la préservation et le maintien des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?

a) Non	
b) Non, mais des mesures potentielles sont à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	X
d) Oui, mesures compréhensives en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures pour assurer que les connaissances traditionnelles, innovations et pratiques soient respectées, préservées et maintenues.

Mise en œuvre de la conservation in situ de la diversité biologique agricole  
 Reconnaissance officielle et promotion de la pharmacopée traditionnelle  
 Reconnaissances des bois sacrés comme zones de conservation de la diversité biologique  
 Etude réalisée sur les besoins de renforcement des capacités en matière de connaissances traditionnelles.  
 Répertoire des savoirs faire locaux

**59.** ■ Votre pays oeuvre t-il à encourager le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques?

a) Non	
b) Non, mais mécanismes potentiels sont en cours d'identification	x
c) Oui, certains mécanismes et dispositions en place (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, mécanismes et dispositions pertinents en place (mécanismes et dispositions en place)	

Autres informations sur les mécanismes et dispositions pour le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques.

Des recherches pour la collecte des connaissances traditionnelles sur la conservation sont faites en vue de leur valorisation.

### Décision III/4 et Décision IV/9 - Mise en oeuvre de l'Article 8 (j)

<b>60. ■</b> Votre pays a-t-il développé une législation nationale et des stratégies correspondantes pour la mise en oeuvre de l'Article 8 j)?	
a) Non	
b) Non, mais législation au premier stade de développement	x
c) Oui, législation au stade avancé de développement	
d) Oui, législation ou autres mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur une législation nationale et des stratégies pour la mise en oeuvre de l'Article (8 j).	
Etude réalisée sur les besoins de renforcement des capacités législatives et réglementaires pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles. Répertoire des savoir-faire locaux	

### Décision V/16 - Article 8(j) et dispositions connexes

<b>61. ■</b> Votre pays a-t-il fourni un soutien financier et des ressources techniques et humaines adéquats à la mise en oeuvre du programme de travail?	
a) Non	
b) Oui, soutien limité (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, important soutien (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur un soutien financier et des ressources techniques et humaines adéquats à la mise en oeuvre du programme de travail.	
Diffusion des rapports d'études sur les connaissances traditionnelles et le partage équitable découlant de l'utilisation de telles connaissances à des fins lucratives	

<b>62. ■</b> Votre pays, en collaboration avec les communautés autochtones et locales, a-t-il soutenu le développement de registres des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques de ces dernières?	
a) Non	
b) Non, mais développement en cours	
c) Oui, registre établi (veuillez préciser ci-dessous)	X
Autres informations sur le registre des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques.	
Projet conservation <i>in-situ</i> Répertoire des savoirs faire locaux	

### Décision VI/10 - Article 8(j) et dispositions connexes

<b>63.</b> Votre pays a-t-il tenu compte des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles dans les études sur les impacts environnementaux, sociaux et culturels?	
a) Non	
b) Oui, connaissances traditionnelles considérées et incluses dans les études de certains secteurs	X
c) Oui, connaissances traditionnelles considérées et incluses dans les études de la plupart des secteurs	

<b>64.</b> Votre pays supporte-t-il le renforcement des capacités visant à faire participer pleinement et effectivement les communautés autochtones et locales dans la prise de décision concernant la préservation, le maintien et l'utilisation des connaissances traditionnelles?	
a) Non	
b) Non, mais les programmes et mécanismes de renforcement de capacité en cours de développement	
c) Oui, certains programmes de renforcement de capacité développés	X
d) Oui, mécanismes mis en place (veuillez donner plus de détails ci-dessous)	
Autres commentaires sur le renforcement des capacités visant à faire participer pleinement et effectivement les communautés autochtones et locales dans la prise de décision concernant la préservation, le maintien et l'utilisation des connaissances traditionnelles.	
Formations développées dans les projets et programmes de conservation.	
Implication des chefs coutumiers et traditionnels (en tant que garants des valeurs traditionnelles) dans la définition des politiques et programmes de gestion de l'environnement.	

<b>65.</b> Votre pays a-t-il pris des mesures pour établir ou améliorer des liens opérationnels entre leurs organismes gouvernementaux s'occupant de la propriété intellectuelle, les correspondants nationaux et les communautés autochtones et locales afin d'être mieux à même de coordonner et d'adopter les mesures visant à protéger leurs connaissances traditionnelles?	
a) Non	
b) Non, mais des mesures sont en cours	x
c) Oui, liens établis et mécanismes en place (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les mesures prises pour établir ou améliorer des liens opérationnels .	
Des mesures sont en cours pour la filière pharmacopée traditionnelle	

**66.** Votre pays a-t-il entrepris des projets pilotes qui impliquent les communautés autochtones et locales dans l'évaluation de l'efficacité des régimes de droits de propriété intellectuelle en vigueur (IPR) des méthodes contractuelles et des nouveaux systèmes en cours d'élaboration comme moyens de protection des connaissances ?

a) Non	x
b) Non, mais des projets sont en cours de développement	
c) Oui, des projets en cours d'application	
d) Oui, résultats des projets disponibles (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur les projets pilotes projets en cours.

--

**67.** Votre pays encourage-t-il la divulgation de l'origine des connaissances traditionnelles pertinentes dans les applications pour les droits de propriété intellectuelle et dans l'examen des demandes de brevet qui utilisent les connaissances traditionnelles ?

a) Non	
b) Oui (veuillez donner plus de détails ci-dessous)	x

Autres informations sur l'encouragement de votre pays sur la divulgation de l'origine des connaissances traditionnelles pertinentes dans les applications pour les IPR et dans l'examen des demandes de brevet

Des mesures sont en cours dans le secteur de la pharmacopée traditionnelle et du Programme de revalorisation des espèces négligées du Laboratoire de Biotechnologie et de Génétique Végétale.

**68.** Votre pays a-t-il évalué les implications du Traité international sur les ressources génétiques des plantes pour l'alimentation et l'agriculture sur les questions relevant de l'article 8 (j) et des dispositions connexes?

a) Non	
b) Non, mais évaluation en cours	x
c) Oui, évaluation complétée (veuillez donner un aperçu des résultats de l'évaluation)	

Autres commentaires sur l'évaluation des implications du Traité international sur les ressources génétiques des plantes pour l'alimentation et l'agriculture sur les questions relevant de l'article 8 (j) et des dispositions connexes?

Des évaluations partielles sont faites dans le cadre de certains programmes de recherche. programme de conservation *in-situ*.

**69.** Votre pays a-t-il évalué les impacts potentiels de l'application de technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques (GURTs) sur les communautés autochtones et locales et sur les droits des agriculteurs

a) Non	x
b) Non, mais évaluation en cours	
c) Oui (veuillez donner des détails sur l'évaluation)	

Autres commentaires sur l'évaluation les impacts potentiels de l'application de technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques sur les communautés autochtones et locales et sur les droits des agriculteurs.

**Encadrement XV - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) La réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) La réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Les Progrès vers l'objectif de 2010.

L'application entamée de cet article contribue à la réalisation des buts et objectifs du Plan Stratégique de la Convention ainsi qu'au progrès vers l'objectif de 2010.

**Encadrement XVI - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Manque de moyens financiers pour pour renforcer les capacités de conservation et la valorisation des connaissances traditionnelles

## Article 9 – Conservation *Ex situ*

**70.** ■ Sur l'article 9(a): Votre pays a-t-il adopté de mesures pour conserver *ex situ* des éléments constitutifs de la diversité biologique originaires de votre pays et provenant de l'extérieur de votre pays ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures compréhensives en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures adoptées pour la conservation *ex situ* des éléments constitutifs de la diversité biologique originaires de votre pays et provenant de l'extérieur de votre pays.

Il existe des collections de semences animales et de plantes cultivées respectivement au Centre National d'Elevage et d'Amélioration Génétique et au Laboratoire de Biotechnologie et de Génétique Végétale.

Les semences de plusieurs espèces forestières sont conservées au Centre National de Semences Forestières.

Plusieurs institutions étrangères détiennent des échantillons de semences agricoles et forestières du Burkina Faso

**71. ■** Sur l'article 9(b): Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation *ex situ* et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires de votre pays et d'un autre pays?

a) Non	
b) Non, mais des installations sont en cours	
c) Oui, certaines installations établies et entretenues	x
d) Oui, nombreuses installations établies et entretenues	

**72. ■** Sur l'article 9(c): Votre pays a-t-il adopté des mesures en vue d'assurer la réintroduction des espèces menacées dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur les mesures pour la réintroduction des espèces menacées dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions.

Réintroduction d'espèces végétales et animales dans les aires aménagées.

**73. ■** Sur l'article 9(d): Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation *ex situ* de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces *in situ*?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures pour réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation *ex situ* de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces *in situ*.

Réglementation de la chasse pêche (Code Forestier, Code de l'Environnement) Code de l'Eau.

### Décision VI/9 – Stratégie mondiale pour la conservation des plantes

<b>74.</b> Votre pays a-t-il développé des objectifs nationaux pour l'application de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes?	
a) Non	
b) Non, mais des objectifs potentiels en cours d'identification	x
c) Non, mais des objectifs aux stades de développement	
d) Oui, objectifs développés (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur les objectifs développés pour l'application de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes	
Plusieurs objectifs de la Stratégie Nationale et du Plan d'Action sur la Diversité Biologique y participent.	

<b>75.</b> Votre pays a-t-il incorporé les objectifs identifiés dans la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes dans les plans, programmes et initiatives nationaux, y compris NBSAP?	
a) Non	
b) Non, mais l'incorporation de certains objectifs est à l'étude	
c) Oui, certains objectifs inclus dans certains plans et programmes (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, la plupart des objectifs inclus dans des plans et programmes importants (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur l'incorporation des objectifs de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes dans les plans, programmes et initiatives nationaux	
L'application entamée de cet article contribue à la réalisation des buts et objectifs du Plan Stratégique de la Convention ainsi qu'au progrès vers l'objectif de 2010.	

<b>76.</b> Votre pays a-t-il développé un système de surveillance afin d'évaluer l'état et l'évolution de, et les menaces à, la conservation des plantes et évalué le progrès dans la lutte contre la perte de la diversité des plantes?	
a) Non	
b) Non, mais un système de surveillance est en cours de développement	x
c) Oui, certains programmes en place (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, programmes importants en place (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur le système de surveillance, incluant les développements of objectifs secondaires, données de base et indicateurs	
Un plan d'action de surveillance est élaboré Programme de suivi écologique	

**77.** Votre pays collabore-t-il avec les pays voisins dans l'application de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes?

a) Non	
b) Non, mais programmes de collaboration à l'étude	
c) Oui, programmes de collaboration en cours de développement	
d) Oui, programmes de collaboration inclus dans les plans de coopération en place (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur les coopérations bilatérales ou régionales.

Programme parc du W-Arly-Pendjari

Programme "Partenariat pour l'Amélioration de la Gestion des Ecosystèmes Naturels (PAGEN)".

**Encadrement XVII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

Les actions entreprises et programmées au titre de cet article participent à la réalisation des buts et objectifs du Plan stratégique de la Convention et au progrès vers l'objectif de 2010..

**Encadrement XVIII - Veuillez élaborer les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Manque de moyens financiers pour l'opérationnalisation de certaines actions et l'équipement en matériels techniques adéquats et suffisants.

## Article 10 – Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique

**78.** Sur l'article 10(a): Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national?

a) Non	
b) Non, mais des mesures à l'étude	
c) Oui, dans certains secteurs pertinents (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, dans la plupart de secteurs les plus pertinents (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur l'intégration des considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national.

Les actions de développement touchant à l'environnement du pays ont intégré une dimension préservation et gestion rationnelle des ressources.

**79. ■** Sur l'article 10(b): Votre pays a-t-il adopté des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures compréhensives en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures adoptées concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique.

Des mesures législatives et réglementaires, notamment le code de l'environnement, le code forestier, le code de l'eau, le code du pastoralisme, etc. et leurs décrets d'application réglementent l'exploitation des ressources naturelles, afin d'éviter ou d'atténuer les effets défavorables des activités sur la diversité biologique.

**80. ■** On Article 10(c): Votre pays a-t-il mis en place des mesures pour protéger et encourager l'usage coutumier des ressources biologiques compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures compréhensives en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures qui protègent et encouragent l'usage coutumier des ressources biologiques compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable.

Un plan d'action national visant à tirer les éléments positifs des savoirs et savoir-faire traditionnels pour assurer leur valorisation dans tous les domaines de la vie socio-économique du pays a été élaboré et adopté.

**81. ■** Sur l'article 10(d): Votre pays a-t-il mis en place des mesures qui aident les populations locales à développer et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été réduite ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, mesures compréhensives en place (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur les mesures qui aident les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie.

Il y a un Programme National de Gestion des Terroirs, assorti d'actions de terrain, et plusieurs projets de gestion des ressources naturelles dégradées ont été mis en œuvre ou sont en cours d'exécution dans le pays.

**82.** ■ Sur l'article 10(e): Votre pays encourage-t-il activement la coopération entre les autorités gouvernementales et le secteur privé dans le développement de méthodes d'utilisation durable de la diversité biologique?

a) Non	
b) Non, mais mesures d'incitation en cours de développement	
c) Oui, certaines mesures d'incitation ou politiques en place	x
d) Oui, mesures d'incitation ou politiques compréhensives en place	
e) Oui, l'analyse de l'application disponible	

### Décision V/24 – L'utilisation durable comme problème multisectoriel

**83.** ■ Votre pays a-t-il identifié des indicateurs et des mesures d'incitation pour les secteurs applicables à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique ?

a) Non	
b) Non, mais évaluation d'indicateurs potentiels en cours	x
c) Oui, indicateurs identifiés (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur l'identification des indicateurs et des mesures d'incitation pour les secteurs.	

**84.** ■ Votre pays a-t-il mis en œuvre des pratiques, des programmes et des politiques de développement durable, en particulier pour lutter contre la pauvreté?

a) Non	
b) Non, mais des pratiques, programmes et politiques sont à l'étude	
c) Oui, certains politiques et programmes en place (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, politiques et programmes compréhensifs en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres observations sur les programmes et politiques d'utilisation durable.	
Il y a un Cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté.	

**85.** ■ Votre pays a-t-il développé ou exploré des mécanismes afin d'impliquer le secteur privé dans les initiatives entreprises sur l'utilisation durable de la diversité biologique?

a) Non	
b) Non, mais mécanismes à l'étude	
c) Oui, mécanismes en place (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur le développement des mécanismes afin d'impliquer le secteur privé dans les initiatives entreprises sur l'utilisation durable de la diversité biologique.

Dans la stratégie Nationale et le Plan d'Action sur la diversité biologique des mécanismes sont prévues afin d'impliquer le secteur privé dans les initiatives entreprises sur l'utilisation durable de la diversité biologique.

Tenu d'un symposium national sur l'implication du secteur privé et des industriels dans la gestion de l'environnement

**86. ■** Votre pays a-t-il identifié des domaines de préservation qui pourraient profiter de l'utilisation durable de la diversité biologique?

a) Non

b) Oui (veuillez donner des exemples ou des cas ci-dessous)

x

Exemples ou cas de domaines de préservation identifiés qui pourraient profiter de l'utilisation durable de la diversité biologique.

Les écosystèmes agraires et les Zones Villageoises d'Intérêt Cynégétique ou de chasse autour des concessions de faune.

Périmètre aquacole d'intérêt économique

Forêt villageoise

Elevage non conventionnel de la faune

#### Décision V/25 - Diversité biologique et tourisme

**87. ■** Votre pays a-t-il basé ses politiques, ses programmes et ses activités dans le domaine du tourisme durable en fonction d'une évaluation des interconnexions entre le tourisme et la diversité biologique ?

a) Non

b) Oui (veuillez expliquer ci-dessous)

x

Veuillez indiquer jusqu'à quelle mesure votre pays a basé ses politiques, ses programmes et ses activités dans le domaine du tourisme durable en fonction d'une évaluation des interconnexions entre le tourisme et la diversité biologique.

Le tourisme cynégétique et la chasse s'exécutent dans les zones définies par les textes. Le comportement des touristes ainsi que les quotas d'abatage sont définis en fonction des critères de gestion durable. L'éco tourisme

**88. ■** Votre pays a-t-il établi des mécanismes pour évaluer, surveiller et mesurer l'impact du tourisme sur la diversité biologique?

a) Non

b) Non, mécanismes au premier stade de développement

c) Non, mais mécanismes à un stade avancé de développement

d) oui, mécanismes en place (veuillez expliquer)

x

e) Oui, mécanismes en place en cours d'étude

/... 41

Autres commentaires sur la mise en oeuvre des mécanismes pour évaluer, surveiller et mesurer l'impact du tourisme sur la diversité biologique.

Une évaluation des concessions est faite de manière à évaluer périodiquement l'impact du tourisme sur l'habitat et les espèces.

**89.** ■ Votre pays a-t-il établi des politiques d'habilitation et des structures législatives afin de compléter les efforts volontaires pour mettre en oeuvre efficacement le tourisme durable?

a) Non

b) Oui

x

Autres commentaires sur l'étendue à laquelle votre pays a établi des politiques d'habilitation et des structures législatives afin de compléter les efforts volontaires pour mettre en oeuvre efficacement le tourisme durable.

Des facilités sont accordées aux communautés et aux individus oeuvrant pour la gestion durable des sites (financement, appui technique).

**90.** ■ Votre pays a-t-il établi des mécanismes pour permettre la participation des communautés indigènes et locales dans le développement et la gestion des activités touristiques?

a) Non

b) Non, mécanismes aux premiers stades de développement

c) Non, mais mécanismes aux stades avancés de développement

d) Oui, mécanismes en place (veuillez expliquer ci-dessous)

e) Oui, mécanismes en place en révision

x

Autres commentaires sur l'établissement de mécanismes pour permettre la participation des communautés indigènes et locales dans le développement et la gestion des activités touristiques.

Les taxes de gestion des concessions sont à 50% reversées aux communautés afin qu'elles puissent gérer leur zone villageoise d'intérêt cynégétique (zovic). Ces zovics sont soit exploitées directement par la communauté, soit mis en valeur sur contrat avec un guide professionnel.

**91.** ■ Votre pays a-t-il établi des programmes de formation et d'éducation pour les opérateurs de tourisme afin d'augmenter leur sensibilisation aux impacts du tourisme sur la diversité biologique et rehausser la capacité technique au niveau local pour minimiser ces impacts?

a) Non

b) Non, mais programmes aux stades de développement

c) Oui, programmes en place (veuillez expliquer ci-dessous)

x

Autres commentaires sur les programmes de formation et d'éducation pour les opérateurs de tourisme.

Un programme de développement des compétences des acteurs privés a été mis en oeuvre pendant 5 ans par le projet PAUCOF. PAGEN

**Encadrement XIX - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

Forte adhésion des communautés et des particuliers pour un tourisme durable

**Encadrement XX - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Les besoins de survie entraînent certaines personnes à une utilisation non durable des ressources biologiques

### Article 11 – Mesures d'incitation

**92. ■** Votre pays a-t-il établi des programmes pour identifier et adopter des mesures économiquement et socialement rationnelles qui incitent à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique??

a) Non	
b) Non, programmes aux premiers stades de développement	
c) Non, mais programmes aux stades avancés de développement	
d) Oui, certains programmes en place (veuillez expliquer ci-dessous)	x
e) Oui, programmes compréhensifs en place (veuillez expliquer ci-dessous)	

Autres commentaires sur les programmes pour identifier et adopter des mesures d'incitation pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique

Développement de filières de production biologique en agriculture  
Subvention du gaz butane.

#### (a) Décision III/18 – Mesures d'incitation

**93. ■** Votre pays a-t-il développé d'établir des mécanismes et de démarches pour assurer l'incorporation adéquate des valeurs commerciales et non commerciales de la diversité biologique dans les plans, politiques et programmes et autres dispositifs pertinents?

a) Non	
b) Non, mécanisme encore aux premiers stades de développement	x
c) Non, mais mécanisme aux stades avancés de développement	
d) Oui, mécanismes en place (veuillez expliquer ci-dessous)	
e) Oui, examen de l'impact des mécanismes disponible (veuillez expliquer ci-dessous)	

/... 43

◆ Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

Autres commentaires sur les mécanismes et démarches pour incorporer des valeurs commerciales et non commerciales de la diversité biologique dans les plans, politiques et programmes

**94. ■** Votre pays a-t-il mis au point des programmes de formation et de renforcement des capacités afin de donner effet aux mesures d'incitation et de favoriser les initiatives du secteur privé?

a) Non	
b) Non, programme en cours de développement	
c) Oui, certains programmes en place	x
d) Oui, nombreux programmes en place	

**95. ■** Votre pays a-t-il intégré la prise en compte de la diversité biologique aux études d'impact, comme première étape dans la voie de la conception et de l'application des mesures d'incitation?

a) Non	
b) Oui	x

#### Décision IV/10 - Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

**96. ■** Votre pays a-t-il identifié les menaces à la diversité biologique et les causes profondes de perte de la diversité biologique, incluant les acteurs pertinents, comme étape de la formulation des mesures d'incitation?

a) Non	
b) Oui, certaines menaces identifiées (veuillez donner des détails ci-dessous)	
c) Oui, beaucoup de menaces identifiées (veuillez donner des détails ci-dessous)	
d) Oui, mesures adoptées basées sur les études (veuillez donner des détails ci-dessous)	
e) Oui, examen de la mise en oeuvre disponible (veuillez donner des détails ci-dessous)	x

Autres informations sur les mesures d'incitation adoptées pour éliminer menaces pour la diversité biologique et les causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique.

Programme National de Gestion des Terroirs et plusieurs projets de gestion des ressources naturelles en cours dans le pays.

Le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté intègre ces préoccupations.

**97.** ■ Dans l'adoption des mesures d'incitation, votre pays tient-il compte des aspects économiques, sociaux, culturels et éthiques de la diversité biologique?

a) Non

b) Oui (veuillez expliquer ci-dessous)

x

Veuillez expliquer dans quelle mesure votre pays tient compte des aspects économiques, sociaux, culturels et éthiques de la diversité biologique dans l'adoption des mesures d'incitation.

Il existe une articulation entre les mesures d'incitation et le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté.

**98.** ■ Votre pays a-t-il élaboré des cadres juridiques et de politique générale pour la conception et l'application de mesures d'incitation?

a) Non

b) Non, développement encore aux premiers stades

c) Non, mais développement aux stades avancés

d) Oui, cadres en place

e) Oui, analyse de l'application disponible

x

**99.** ■ Votre pays a-t-il décelé et envisagé d'éliminer les mesures d'incitation ayant des effets pervers?

a) Non

b) Non, mais programme d'identification en cours

c) Non, programme établi mais les mesures d'incitation ayant des effets pervers pas entièrement neutralisées (veuillez expliquer ci-dessous)

d) Oui, mesures d'incitation ayant des effets pervers identifiées et neutralisées (veuillez expliquer ci-dessous)

x

Autres informations sur les mesures d'incitation ayant des effets pervers identifiées et/ou neutralisées.

La promotion de l'utilisation d'intrants agricoles peu polluants.

### Décision V/15 – Mesures d'incitation

**100.** ■ Votre pays a-t-il pris en considération les propositions pour la conception et l'application par les quelles ces mesures d'incitation peuvent soutenir les objectifs de la Convention sur la diversité biologique de votre pays?

a) Non

b) Non, mais les moyens sont à l'étude

/... 45

◆ Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

c) Oui, certains moyens identifiés (veuillez expliquer ci-dessous)	x
d) Oui, un ensemble de moyens identifiés (veuillez expliquer ci-dessous)	
Autres informations sur les voies et les moyens par lesquels les mesures d'incitation pourraient soutenir les objectifs de la Convention.	
Des plans d'actions et programmes sectoriels de planification de mesures d'incitation sont disponibles.	

### Décision VI/15 – Mesures d'incitation

<b>101.</b> Est-ce que votre pays prend en considération les propositions concernant la conception et l'application des mesures d'incitation dans l'annexe I de cette décision quand il étudie la conception et l'application des mesures d'incitation pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?	
a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres informations sur les propositions quand votre pays étudie la conception et l'application des mesures d'incitation pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.	
Le contenu du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLCP) prend en compte ces propositions.	

<b>102.</b> Votre pays a-t-il supporté financièrement le programme de travail sur les mesures d'incitation?	
a) Non	
b) Non, mais programme de support financier à l'étude	
c) Oui (veuillez expliquer ci-dessous)	x
Autres informations sur le support financier apporté au programme de travail sur les mesures d'incitation.	
Certains programmes sectoriels venant en application du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté sont supportés par le Gouvernement.	

### Encadrement XXI - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

Notre NBSAP a retenu cet article comme l'un de ses trois objectifs principaux  
L'utilisation durable de la diversité biologique contribue à réaliser le but et les objectifs de la Convention  
L'application de l'article 10 procède à l'atteinte de l'objectif 2010 .

**Encadrement XXII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Difficultés liées à l'état de pauvreté de certaines populations riveraines des zones dégradées.

**Article 12 - Recherche et formation**

**103. ■** Sur l'article 12(a): Votre pays a-t-il mis en place des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et en assurer l'utilisation durable?

a) Non	
b) Non, programmes encore aux premiers stades de développement	
c) Non, mais programmes aux stades avancés de développement	
d) Oui, programmes en place (veuillez préciser ci-dessous)	X

Autres informations sur les programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et en assurer l'utilisation durable?.

Formation de techniciens supérieurs en production de semences par l'UFR/SVT  
 Formation de Formateurs de en conservation *in situ* par l'INERA  
 Formation en DEA en ressources génétiques et amélioration des plantes par le laboratoire de biotechnologie et de génétique végétale de l'UFR/SVT

**104. ■** Sur l'article 12(b): Votre pays favorise et encourage-t-il la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable ?

a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable.

Travaux du CNSF, de l'INERA, du Forum de la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques (FRSIT), du Ranch de gibier de Nazinga, Laboratoire de génétique et de biologie, les travaux du CEAS

**105. ■** Sur l'article 12(c): Votre pays encourage t-il et coopère t-il à l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques ?

a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques.

Il y a des conventions entre le CNRST/INERA et des institutions et firmes internationales pour l'exploitation de progrès de la biotechnologie.

Il est régulièrement organisé un Forum de la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques.

Un premier symposium national sur l'implication du secteur privé et de l'industrie dans la gestion de l'environnement a été organisé en 2006.

**Encadrement XXIII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (d) Progrès vers l'objectif de 2010.

L'application de l'article 12 contribue au renforcement des capacités nationales à gérer les ressources naturelles comme prévu par la NBSAP, l'atteinte des buts et objectifs de la Convention et au progrès vers l'objectif 2010.

**Encadrement XXIV - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

La principale contrainte réside dans la mise à disposition des chercheurs et formateurs des ressources (humaines, financières et matérielles) nécessaires.

## Article 13 - Éducation et sensibilisation du public

### (b) Décision IV/10 - Mesures visant à mettre en œuvre la Convention

**106.** ■ Votre pays appuie-t-il les initiatives des grands groupes qui favorisent la participation des parties prenantes et qui incluent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans leurs méthodes et programmes d'éducation?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur les initiatives des grands groupes qui favorisent la participation des parties prenantes et qui incluent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans leurs méthodes et programmes d'éducation.

Cette option est reflétée dans la stratégie nationale d'éducation environnementale.

**107.** ■ Votre pays a-t-il illustré et traduit des dispositions de la Convention dans les langues locales afin d'éduquer et de sensibiliser le public sur les secteurs pertinents?

a) Non

b) Non, mais traduction en cours

c) Oui (veuillez préciser ci-dessous)

d) Non applicable

x

Autres commentaires sur les initiatives des grands groupes qui favorisent la participation des parties prenantes et qui incluent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans leurs méthodes et programmes d'éducation.

L'élaboration d'une version simplifiée et traduite dans les principales langues nationales est au programme.

**108.** ■ Votre pays appuie-t-il les initiatives locales, nationales, sous-régionales et régionales visant à éduquer et à sensibiliser le public?

a) Non

b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres informations sur le support apporté aux programmes d'éducation locaux, nationaux, sous-régionaux et régionaux.

Les programmes de gestion des écosystèmes partagés prennent en comptes les initiatives des autres pays dans le cadre de l'éducation et de la sensibilisation du public

A travers Associations et ONG (Naturama, Amifob) appui aux associations et ONG

### Décision V/17 - Éducation et sensibilisation du public

**109.** ■ Votre pays soutient-il le renforcement des capacités sur les plans de la communication, de l'éducation et de la sensibilisation du public (CEPA) comme faisant partie d'un plan d'action/stratégie nationale de biodiversité, incluant l'attribution de bourses d'étude?

a) Non

b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur le support apporté au renforcement des capacités sur les plans de l'éducation comme faisant partie d'un plan d'action/stratégie nationale de biodiversité.

Les études diplômantes au programme prennent en compte cette recommandation.

### Décision VI/19 - Communication, éducation et sensibilisation du public (CEPA)

**110.** Votre pays a-t-il développé un portail électronique pour CEPA et a-t-il été connecté au Centre d'échange de la Convention (CHM) et aux autres réseaux/websites d'éducation environnementale des organisations des Nations Unies, des Organisations internationales gouvernementales (IGO), des Organisations non gouvernementales (NGO), des universités, etc... ?

a) Non

b) Non, mais un portail électronique est en cours de développement

c) Oui, mais le portail électronique n'est pas connecté à CHM ou aux autres réseaux/websites

d) Oui

x

<b>111.</b> Votre pays encourage-t-il la communication, l'éducation et la sensibilisation du public au niveau communautaire?	
a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres informations sur les efforts pour promouvoir la communication, l'éducation et la sensibilisation du public au niveau communautaire.	
La stratégie nationale d'éducation environnementale encourage cette action	

<b>112.</b> Votre pays encourage-t-il, pour la sensibilisation à la diversité biologique, les programmes bilatéraux, les programmes d'échange d'étudiants et de professionnels aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux?	
a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur la promotion des programmes bilatéraux, des programmes d'échange d'étudiants et de professionnels aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux?.	
Les échanges d'étudiants existent dans le cadre des écoles professionnelles et d'universités de la sous-région.	

<b>113.</b> Votre pays a-t-il développé des programmes de sensibilisation des enfants?	
a) Non	
b) Oui, avec un portail électronique	
c) Oui, par l'intermédiaire des medias	
d) Oui, par l'intermédiaire des programmes scolaires et post scolaires	
e) Oui, autres (veuillez expliquer)	x
Autres commentaires sur les programmes de sensibilisation développés pour les enfants.	
Sensibilisation des enfants scolarisés par l'intermédiaire de campagnes sur l'écocitoyenneté .	

<b>114.</b> Votre pays met-il en œuvre certaines activités CEPA afin d'appliquer les questions intersectorielles et les programmes de travail thématiques adoptés par la Convention?	
a) Non (veuillez donner les raisons ci-dessous)	
b) Oui, certaines activités entreprises pour quelques questions intersectorielles et thématiques (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, beaucoup activités entreprises pour la plupart des questions intersectorielles et thématiques (veuillez préciser ci-dessous)	

d) Oui, activités compréhensives entreprises pour toutes les questions intersectorielles et thématiques (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les activités CEPA afin d'appliquer les questions intersectorielles et les programmes de travail thématiques adoptés par la Convention.	
Certaines activités sont prises en compte dans le cadre des campagnes sur l'écocitoyenneté	

**Encadrement XXV - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

L'application de cet article contribue à la réalisation de bon nombre d'objectifs prioritaires de la NBSAP. La NBSAP répond aux buts et stratégies du Plan stratégique de la Convention. L'application de cet article contribue au progrès vers l'objectif de 2010.
--

**Encadrement XXVI - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Lenteur de la prise de conscience des populations car la sensibilisation du public à une prise de conscience est une œuvre de longue haleine.
---

## Article 14 – Évaluation de l'impact afin de minimiser les effets néfastes

<b>115.</b> ■ Sur l'article 14.1(a): Votre pays a-t-il développé une législation pour exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement (EIA) des projets proposés qui sont susceptibles de nuire à la diversité biologique?	
a) Non	
b) Non, législation encore aux premiers stades de développement	
c) Non, mais législation aux stades avancés de développement	
d) Oui, législation en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
e) Oui, étude de l'application disponible (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur la législation pour exiger EIA des projets proposés qui sont susceptibles de nuire à la diversité biologique.	
Le Code de l'Environnement prévoit des Etude d'Impact sur l'environnement (EIE) dans le cadre des études de tout projet susceptible d'avoir un impact sur l'Environnement. Les inspecteurs ont été assermentés et son opérationnel. Décret d'application sur EIE, code minier	

**116.** ■ Sur l'article 14.1(b): Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement des programmes et politiques susceptibles de nuire significativement à la diversité biologique ?

a) Non	
b) Non, mécanismes encore aux premiers stades de développement	
c) Non, mais mécanismes aux stades avancés de développement	
d) Oui, mécanismes en place	x

**117.** ■ Sur l'article 14.1(c): Votre pays participe-t-il aux accords bilatéraux, régionaux et/ou multilatéraux sur des activités susceptibles de nuire significativement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale?

a) Non	
b) Non, mais évaluation des options à l'étude	
c) Oui, certaines complétées, les autres à l'étude (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les consultations bilatérales, régionales et/ou multilatérales sur des activités susceptibles de nuire significativement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale.

Des accords existent dans le cadre du programme Park du W-Arly-Pendjari.

**118.** ■ Sur l'article 14.1(d): Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour prévenir et minimiser un dommage ou un danger qui trouve l'origine dans son territoire et qui menace la diversité biologique dans le territoire d'autres Parties ou dans des aires situées en dehors des limites de la juridiction nationale?

a) Non	
b) Non, mécanismes encore aux premiers stades de développement	
c) Non, mais mécanismes aux stades avancés de développement	x
d) Oui, un mécanisme, basée sur des connaissances scientifiques présentes, est en place	

**119.** ■ Sur l'article 14.1(e): Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes d'urgence au cas où des activités ou des événements présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique?

a) Non	
b) Non, mécanisme encore aux premiers stades de développement	
c) Non, mais mécanisme aux stades avancés de développement	x
d) Oui, un mécanisme en place	

Autres observations sur les mécanismes nationaux d'urgence au cas où des activités ou des événements présente un danger grave ou imminent pour la diversité biologique.

Des dispositions de la loi portant régime de sécurité en biotechnologie prévoient des mécanismes d'urgence.

**120.** ■ Votre pays participe-t-il à des accords internationaux ou régionaux portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages infligés à la diversité biologique?

a) Non

b) Oui (veuillez donner les détails sur les accords)

x

Autres commentaires sur les accords internationaux ou régionaux que votre pays a signés portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages infligés à la diversité biologique

Le Burkina Faso est partie contractante au protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

### Décision V/18 – Évaluation d'impact, responsabilité et réparation

**121.** ■ Lorsque votre pays entreprend des évaluations d'impacts sur l'environnement, traite-t-il l'appauvrissement de la diversité biologique et les aspects socio-économiques, culturels et humains/sanitaires applicables à celle-ci?

a) Non

b) En partie

c) Complètement

x

**122.** ■ Lorsque votre pays développe des cadres de travail législatifs et réglementaires, met-il en place des mécanismes qui garantissent la considération des problèmes de diversité biologique dès les premières étapes du processus préliminaire?

a) Non

b) Oui, dans certaines circonstances (veuillez préciser ci-dessous)

c) Oui, dans toutes les circonstances (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres informations sur les mécanismes qui garantissent la considération des problèmes de diversité biologique dès les premières étapes du processus préliminaire.

**123.** ■ Votre pays garantit-il l'engagement de toutes les parties prenantes intéressées et concernées dans une approche participative à tous les stades du processus d'évaluation?

a) Non

b) Oui, dans certaines circonstances

c) Oui, dans tous les cas

x

**124.** ■ Votre pays utilise-t-il des évaluations stratégiques environnementales afin d'estimer, non seulement l'impact des projets individuels, mais aussi leurs effets mondiaux et cumulatifs, et s'assure-t-il que les résultats sont appliqués dans les processus de planification et de décision?

a) Non

b) Oui

x

/... 53

### Décision VI/7 - Identification, surveillance, indicateurs et évaluations

<b>125.</b> Votre pays suit-il les directives contenues dans l'annexe de cette décision dans le contexte de l'application du paragraphe 1 de l'article 14 ?	
a) Non	
b) Non, mais l'application des directives est sous considération	
c) Oui, mise en oeuvre de certains aspects (veuillez expliquer)	x
d) Oui, mise en oeuvre des aspects importants (veuillez expliquer)	
Autres commentaires sur l'application des directives.	
Prises en considération des directives selon qu'il convient.	

### Décision VI/11 – Responsabilité et réparation (Article 14, paragraphe2)

<b>126.</b> Votre pays a-t-il en vigueur des mesures législatives, administratives ou des politiques nationales portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages causés à la diversité biologique?	
a) Non	
b) Oui, (veuillez décrire ces mesures)	x
Autres commentaires sur les mesures législatives, administratives ou des politiques nationales portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages causés à la diversité biologique.	
Loi portant régime de sécurité en biotechnologie et ses textes d'application est promulguée le 13 avril 2006.	

<b>127.</b> Votre pays coopère-t-il avec les autres Parties pour renforcer les capacités au niveau national pour la prévention des dommages à la diversité biologique, l'établissement et l'application des régimes législatifs, des mesures politiques et administratives portant sur la responsabilité et la réparation?	
a) Non	
b) Non, mais coopération sous considération	
c) Non, mais des programmes de coopération sont en cours de développement	
d) Oui, certaines activités de coopération existent (veuillez préciser ci-dessous)	x
e) Oui, activités de coopération complètes existent (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur la coopération avec les autres Parties pour renforcer les capacités.	
Formations post universitaires en biotechnologie moderne.	

**Encadrement XXVII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) **Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),**
- (b) **Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) **Progrès vers l'objectif de 2010.**

L'intégration des études d'impact sur l'environnement dans les politiques, plans et programmes du pays satisfait aux objectifs de la NBSAP et permet d'atteindre les objectifs de la convention et de réaliser l'objectif fixé à l'horizon 2010.

**Encadrement XXVIII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Des difficultés résident dans le respect des normes par acteurs pris individuellement.

### **Article 15 - Accès aux ressources génétiques**

**128. ■** Sur les articles 15(2), 15(4) et 15(5): Votre pays s'est-il efforcé de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties, sur la base de consentement au préalable et des termes mutuellement convenus?

a) Non

b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres informations sur les efforts de votre pays pour créer des conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties, sur la base de consentement au préalable et des termes mutuellement convenus.

Il existe des instruments de contrôle (Comité National de Ressources Phylogénétiques, Comité National de Bio éthique, etc ), des textes et des cahiers de charge, relatifs à l'accès et au partage des avantages liés à l'exploitation de certaines ressources, mais il n'y a pas encore de texte spécifique global.

**129. ■** On Article 15(6): Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que toutes recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties soient développées et effectuées avec la pleine participation de ces Parties?

a) Non

b) Non, mais mesures potentielles à l'étude

c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)

d) Oui, mesures complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)

Autres informations sur des mesures pour assurer que toutes recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties soient développées et effectuées avec la pleine participation de ces Parties.

**130.** ■ Sur l'article 15(7): Votre pays a-t-il pris de mesures pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et du développement ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la Partie prenante qui fournit ces ressources ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place	
d) Oui, législation compréhensive en place	
e) Oui, politique statuaire ou législation subsidiaire complètes en place	
f) Oui, mesures politiques et administratives en place	

### Décision II/11 et décision III/15 - Accès aux ressources génétiques

**131.** ■ Votre pays a-t-il mis en oeuvre des programmes de renforcement des capacités afin de favoriser l'élaboration et l'application de mesures et de lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion?

a) Non	
b) Oui, mais des programmes couvrant quelques besoins seulement (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, programmes couvrant tous les besoins identifiés (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les programmes de renforcement des capacités afin de favoriser l'élaboration et l'application de mesures et de lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès.

Le Burkina Faso est membre de la plate forme de l'IPGRI et s'est engagé à adhérer à de l'OCDE.

### Décision V/26 – Accès aux ressources génétiques

**132.** ■ La stratégie de diversité biologique nationale, et les mesures et les directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès et au partage des avantages contribuent-elles aux objectifs visant la conservation et l'utilisation durable?

a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres informations sur la contribution de NBSAP, les mesures et lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès et au partage des avantages aux objectifs visant la conservation et l'utilisation durable.

Le partage des avantages avec les populations riveraines des ressources les incitent à mieux conserver et utiliser durablement les ressources.

Existence de l'Agence Nationale de Biosecurité

PAGEN – Coalition des organisations des socieées Civiles pour la protection du Patrimoine génétique

**La question suivante (133) est pour  
LES PARTIES BÉNÉFICIAIRES DE RESSOURCES GÉNÉTIQUES**

<b>133.</b> ■ Votre pays a-t-il adopté des mesures administratives ou politiques qui soutiennent les efforts accomplis par les pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux articles 15, 16 et 19 de la Convention?	
a) Non	
b) Oui, incluant d'autres arrangements (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur les mesures administratives ou politiques qui soutiennent les efforts accomplis par les pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux articles 15, 16 et 19 de la Convention	

<b>134.</b> ■ Dans son développement de sa législation sur l'accès, votre pays a-t-il pris en compte et permis le développement d'un système multilatéral afin de faciliter l'accès et le partage des ressources dans le contexte du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) Non	
b) Oui	x

<b>135.</b> ■ Votre pays a-t-il fourni un renforcement des capacités, un transfert et un développement de technologies afin de maintenir l'utilisation des collections <i>ex situ</i> ?	
a) Non	
b) Oui	x

**Décision VI/24 - Accès et partage des avantages associés aux ressources génétiques**

<b>136.</b> Votre pays suit-il les Lignes directrices de Bonn quand il développe les mesures législatives, administratives ou politiques sur l'accès et la partage des avantages, ainsi que des contrats et d'autres arrangements à des conditions convenues d'un commun accord pour l'accès et le partage des avantages?	
a) Non	
b) Non, mais des mesures en cours à cet effet	x
c) Oui (veuillez préciser ci-dessous) )	
Autres informations sur les Lignes directrices de Bonn quand votre pays développe les mesures législatives, administratives ou politiques sur l'accès et la partage des avantages, ainsi que des contrats et d'autres arrangements à des conditions convenues d'un commun accord pour l'accès et le partage des avantages?.	

**137.** Votre pays a-t-il étudié les éléments d'un plan d'actions pour le renforcement des capacités à l'égard de l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et identifié les domaines clés du renforcement des capacités sur le plan national?

a) Non	
b) Non, mais étude en cours	
c) Oui, certains aspects du renforcement des capacités identifiés (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur l'étude des éléments d'un plan d'actions et l'identification des questions importantes.

Ces éléments sont contenus dans le plan stratégique de la recherche scientifique du Burkina Faso

**138.** Votre pays a-t-il adopté des mesures ou politiques nationales, incluant la législation qui abordent les droits de propriété intellectuelle relativement aux arrangements concernant l'accès et le partage des avantages?

a) Non	
b) Non, mais politiques ou mesures potentielles identifiées	
c) Non, mais politiques ou mesures complètes en cours de développement	
d) Oui, certaines politiques ou mesures en place	x
e) Oui, politiques ou mesures adoptées	

1

**139.** Votre pays encourage-t-il la divulgation du pays d'origine des ressources génétiques dans les demandes d'octroi de droits de propriété intellectuelle quand l'objet de la demande concerne ou utilise des ressources génétiques dans son développement?

a) Non	
b) Non, but encouragement to disclose is under consideration	
c) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur l'encouragement de la divulgation du pays d'origine des ressources génétiques dans les demandes.

Le Burkina Faso a toujours pris position pour cette politique lors des négociations sur le sujet.

**Encadrement XXIX - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.**

L'accès aux ressources génétiques selon des normes écologiquement rationnelles et le partage équitable des avantages contribuent à la conservation de la diversité biologique et, partant, à l'atteinte de l'objectif 2010.

**Encadrement XXX - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

L'accès aux ressources génétiques nationales n'est pas bien contrôlé en raison de l'insuffisante organisation du système d'exploitation des ressources naturelles.

**Article 16 – Accès à la technologie et au transfert de la technologie**

**140.** ■ Sur l'article 16(1): Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer ou faciliter à d'autres Parties l'accès aux technologies pertinentes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages significatifs à l'environnement, et le transfert desdites technologies ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures pour assurer ou faciliter à d'autres Parties l'accès aux technologies pertinentes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement.

FRSIT et réglementation sur la Biosécurité

**141.** ■ Sur l'article 16(3): Votre pays a-t-il pris des mesures pour que soit assuré aux Parties qui fournissent des ressources génétiques, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place	
d) Oui, législation complète en place	
e) Oui, politique statutaire ou législation subsidiaire complète en place	
f) Oui, mesures politiques et administratives complètes en place	
g) Non applicable	

**142.** ■ Sur l'article 16(4): Votre pays a-t-il pris des mesures pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie pertinente, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice des institutions gouvernementales et du secteur privé des pays en développement ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place	
d) Oui, législation complète en place	
e) Oui, politique statutaire ou législation subsidiaire complète en place	

/... 59

f) Oui, mesures politiques et administratives complètes en place	
g) Non applicable	

**Encadrement XXXI - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010

--

**Encadrement XXXII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

L'accès à la technologie des pays développés reste difficile faute d'insuffisance de moyens nationaux et de volonté des fournisseurs potentiels

## Article 17 - Échange d'information

<b>143. ■</b> Sur l'article 17(1): Votre pays a-t-il pris des mesures pour faciliter l'échange d'information provenant de sources disponibles au public?	
a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place	
d) Oui, mesures complètes en place	X

***La question suivante (144) EST POUR LES PARTIES PAYS DÉVELOPPÉS***

<b>144. ■</b> Sur l'article 17(1): Ces mesures tiennent-elles compte des besoins particuliers des pays en développement et incluent-elles toutes les catégories d'information indiquées à l'Article 17(2), notamment les programmes de recherche, de formation et d'analyse technique, scientifique et socio-économique, les connaissances spécialisées, le rapatriement des informations, etc.?	
a) Non	
b) Oui, mais elles n'incluent pas toutes les catégories d'information indiquées à l'Article 17(2), notamment les programmes de recherche, de formation et d'analyse technique, scientifique et socio-économique, les connaissances spécialisées, le rapatriement des informations, etc.	

- c) Oui, et elles incluent toutes les catégories d'information indiquées à l'Article 17(2), notamment les programmes de recherche, de formation et d'analyse technique, scientifique et socio-économique, les connaissances spécialisées, le rapatriement des informations, etc.

**Encadrement XXXIII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP objectives (if applicable),  
 (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,  
 (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

--

**Encadrement XXXIV - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

--

## Article 18 – Coopérations technique et scientifique

**145. ■** Sur l'article 18(1): Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique ?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures complètes en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres informations sur les mesures pour encourager la coopération technique et scientifique internationale.

Les institutions de recherche du Burkina participent a des programmes de recherche d'envergure internationale ou régionale (IPGRI, ICRAF, CRDI, CILSS, CORAF etc )

**146. ■** Sur l'article 18(4): Votre pays a-t-il encouragé et mis au point des modalités de coopération pour le développement et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la Convention?

a) Non	
b) Non, méthodes encore aux premiers stades de développement	
c) Oui, méthodes aux stades avancés de développement	x
d) Oui, méthodes en place	

**147.** ■ Sur l'article 18(5): Votre pays a-t-il encouragé l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention ?

a) Non

b) Oui (veuillez donner quelques exemples ci-dessous)

x

Exemples d'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention.

Convention entre l'INERA et des firmes étrangères. Entre universités, au niveau multilatéral, etc.

### Décision II/3, décision III/4 et décision IV/2-Mécanisme d'échange

**148.** ■ Votre pays aide-t-il à renforcer les capacités nationales par l'échange et la diffusion des expériences et des leçons retenues de la mise en oeuvre de la Convention?

a) Non

b) Oui

x

**149.** ■ Votre pays fournit-il des ressources pour la mise sur pied et l'exploitation du Mécanisme d'échange?

a) Non

b) oui, au niveau national

c) oui, aux niveaux nationaux et internationaux

x

**150.** ■ Votre Mécanisme d'échange est-il opérationnel?

a) Non

b) Non, mais en cours de développement

c) Oui (veuillez donner les détails ci-dessous)

x

Autres commentaires sur l'opération du CHM.

Le CHM national sur la diversité biologique est accessible par: [www.spconedd.bf](http://www.spconedd.bf)

### Décision V/14 - Coopération scientifique et technique et le mécanisme d'échange

**151.** Votre pays a-t-il établi des répertoires nationaux et/ou des listes d'institutions scientifiques et d'experts qui travaillent dans les questions thématiques de la Convention et les rendus disponibles par l'intermédiaire du CHM?

a) Non

b) Oui

x

**152.** Votre pays a-t-il établi des connections aux organisations non gouvernementales (NGO) et autres institutions qui ont d'importantes bases de données ou qui ont entrepris des travaux importants sur la diversité biologiques par l'intermédiaire du CHM?

a) Non	
b) Non, mais coordination avec les NGO et autres institutions à l'étude	
c) Oui, connections établies avec les NGOs et institutions	x

**La question suivante (153) est pour  
LES PARTIES PAYS DÉVELOPPÉS**

**153.** Votre pays a-t-il augmenté la capacité du CHM pour aider les pays en voie de développement et les pays à économie en transition pour avoir accès aux informations dans le domaine de coopération scientifique et technique?

a) Non	
b) Oui, en fournissant les moyens de financement	
c) Oui, en offrant l'accès à, et au transfert de technologie	
d) Oui, en utilisant les moyens de la coopération sur la recherche	
e) Oui, en utilisant le rapatriement de l'information	
f) Oui, en utilisant les moyens de formation	
g) Oui, en favorisant les contacts avec les institutions, organisations et le secteur privé pertinents	
h) Oui, en utilisant d'autres moyens (veuillez expliquer)	

Autres commentaires sur les développements du CHM pour aider les pays en voie de développement et les pays à économie en transition pour avoir accès aux informations dans le domaine de coopération scientifique et technique?

--

**154.** Votre pays a-t-il identifié et établi des audiences cibles importants pour le CHM?

a) Non	
b) OUI, (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur les audiences cibles du CHM.

--

<b>155.</b> Votre pays a-t-il développé des mesures pour rendre les informations qui sont disponibles par l'intermédiaire du CHM plus utiles pour les chercheurs et les décideurs.	
a) Non	
b) Non, mais des mesures sont à l'étude	
c) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les nouvelles mesures	
Existence du Système National d'Information sur l'Environnement	

<b>156.</b> Votre pays a-t-il développé, fourni et partagé les services et moyens pour renforcer et faciliter l'application du CHM et ainsi améliorer davantage les synergies des Conventions relatives à la diversité biologique ?	
a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les services et moyens pour renforcer et faciliter l'application du CHM et ainsi étendre les synergies des Conventions relatives à la diversité biologique.	
Les informations sur les autres conventions relatives à la diversité biologiques sont recevables au CHM.	

**Encadrement XXXV - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

--

**Encadrement XXXVI - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

--

## Article 19 – Gestion de la biotechnologie et la répartition de ses avantages

**157. ■** Sur l'article 19(1): Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des Parties prenantes qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place	
d) Oui, législation compréhensive en place	
e) Oui, politique statuaire et législation compréhensives en place	
f) Oui, politique et mesures administratives compréhensives en place	

**158. ■** Sur l'article 19(2): Votre pays a-t-il pris toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des Parties, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces Parties?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures en place	
d) Oui, mesures complètes en place	

**Encadrement XXXVII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.**

**Encadrement XXXVIII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

## Article 20 – Ressources financières

**Encadrement XXXIX – Veuillez décrire pour chacun des points suivants le montant de ressources financières, internes et externes, qui ont été utilisées pour appliquer la Convention sur la diversité biologique, sur une base annuelle, depuis la participation de votre pays comme une Partie à la Convention.**

a) Allocations budgétaires par les gouvernements national et locaux aussi bien que différents ministères	
b) Ressources extra-budgétaires	
c) Dons de sources bilatérales	
d) Dons de sources régionales	
e) Dons de sources multilatérales	
f) Dons de sources privées	
g) Ressources générées par des instruments financiers, tels frais d'utilisation de la diversité biologique	

**Encadrement XL - Veuillez décrire en détails ci-dessous les programmes de financement importants, tels que les fonds en fidéicomis pour la diversité biologique ou les programmes spécifiques qui ont été établis dans votre pays.**

<b>159. ■</b> Sur l'article 20(1): Votre pays a-t-il fourni une motivation et des appuis financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la Convention ?	
a) Non	
b) Oui, motivation seulement (veuillez fournir une liste de ces avantages ci-dessous)	
c) Oui, appuis financiers seulement	
d) Oui, motivation et appuis financiers (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur les appuis et des avantages financiers fournis.

Des concours sur les bonnes pratiques de préservation de la diversité biologique sont régulièrement organisés annuellement.

**Les deux prochaines questions (160 et 161) sont pour  
LES PARTIES PAYS DÉVELOPÉS**

**160.** ■ Sur l'article 20(2): Votre pays a-t-il fourni des ressources financières nouvelles ou supplémentaires pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en oeuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la Convention, ces surcoûts étant convenus entre vous et le mécanisme de financement intérimaire?

a) Non

b) Oui (veuillez indiquer le montant, sur une base annuelle, des ressources financières nouvelles que votre pays a fournies)

Autres commentaires sur les ressources financières nouvelles ou supplémentaires pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en oeuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la Convention, ces surcoûts étant convenus entre vous et le mécanisme de financement intérimaire.

**161.** ■ Sur l'article 20(3): Votre pays a-t-il fourni des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales ?

a) Non

b) Oui, avec les agences par des voies bilatérales (veuillez indiquer le montant, sur une base annuelle, des ressources financières nouvelles que votre pays a fournies afin d'appliquer les obligations de la Convention)

c) Oui, avec les agences par des voies régionales (veuillez indiquer le montant, sur une base annuelle, des ressources financières nouvelles que votre pays a fournies afin d'appliquer les obligations de la Convention)

d) Oui, avec les agences par des voies multilatérales (veuillez indiquer le montant, sur une base annuelle, des ressources financières nouvelles que votre pays a fournies afin d'appliquer les obligations de la Convention)

Veuillez indiquer le montant, sur une base annuelle, des ressources financières que votre pays a fournies afin d'appliquer les obligations de la Convention.

*Les deux prochaines questions (162 et 163) sont pour*  
**LES PARTIES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT OU LES PARTIES PAYS À ÉCONOMIE EN TRANSITION**

<b>162.</b> ■ Sur l'article 20(2): Votre pays a-t-il reçu des ressources financières nouvelles et additionnelles vous permettant d'assumer la totalité des surcoûts convenus découlant de l'application de mesures de mise en oeuvre en exécution de vos obligations en regard de la Convention ?	
a) Non	
b) Oui	x

<b>163.</b> ■ Votre pays négocie-t-il des moyens pour supporter l'application des objectifs de la Convention dans ses dialogues avec les institutions de financement?	
a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les moyens pour supporter l'application des objectifs de la Convention dans ses dialogues avec les institutions de financement.	

**Décision III/6 – Ressources financières additionnelles**

<b>164.</b> ■ Votre pays fait-il des efforts quelconques visant à établir des informations normalisées sur l'appui financier en vue de réaliser les objectifs de la Convention?	
a) Non	
b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les procédés en place et/ou les efforts pour développer une information standardisée de l'appui financier dans la réalisation des objectifs de la Convention.	
Il existe une direction nationale en charge de la question	

**Décision V/11 - Ressources financières additionnelles**

<b>165.</b> ■ Votre pays a-t-il mis en place un processus afin de superviser le soutien financier à la biodiversité ?	
a) Non	
b) Non, mais procédures en cours d'être établies	
c) Oui (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les processus afin de superviser le soutien financier à la biodiversité	
Idem que les autres commentaires de la question 164.	

**166.** ■ Votre pays a-t-il compilé des informations sur le soutien financier supplémentaire apporté par le secteur privé ?

a) Non

b) Oui (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur le soutien financier supplémentaire apporté par le secteur privé.

Idem que les autres commentaires de la question 164.

**167.** ■ Votre pays a-t-il pris en considération les exemptions de taxes dans ses systèmes nationaux de taxation en matière de dons liés à la biodiversité ?

a) Non

b) Non, mais les exemptions aux stades de développement (veuillez préciser ci-dessous)

x

c) Oui, exemptions en place (veuillez préciser ci-dessous)

Autres commentaires sur les exemptions de taxes sur dons liés à la biodiversité.

Ces exonérations sont applicables dans le cadre de la recherche

#### Décision VI/16 - Ressources financières additionnelles

**168.** Votre pays a-t-il revu les budgets nationaux et les politiques monétaires, y compris l'efficacité de l'aide publique au développement allouée à la diversité biologique, en prêtant une attention particulière aux incitations positives et à leur efficacité ainsi qu'aux incitations perverses et aux moyens de les éliminer ou d'en atténuer les effets?

a) Non

b) Non, mais révision en cours

c) Oui (veuillez donner les résultats de la révision)

x

Autres commentaires sur révision des budgets nationaux et les politiques monétaires, y compris l'efficacité de l'aide publique au développement.

Les budgets destinés à la gestion de la diversité biologique sont votés annuellement par le Parlement

**169.** Votre pays prend-il des mesures concrètes pour prendre davantage en considération la diversité biologique lors de la mise au point et de la mise en oeuvre d'initiatives internationales majeures en matière de développement, ainsi que lors de l'élaboration des plans nationaux de développement durable et des politiques et plans sectoriels pertinents?

a) Non

b) Non, mais révision en cours

c) Oui, dans quelques initiatives et plans (veuillez préciser ci-dessous)

d) Oui, dans initiatives et plans pertinents (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les révisions et intégrations des considérations de biodiversité dans les initiatives, politiques et plans.	
Le Plan d'Environnement pour le Développement Durable intègre tous les secteurs d'activités touchant à l'environnement.	

**Encadrement XLI - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

Les dons financiers reçus dans le cadre des projets et programmes portant sur la gestion de la diversité biologique ont considérablement permis de réaliser plusieurs actions de la NBSAP. Ils ont également permis au pays de réaliser en partie les objectifs du plan stratégique de la Convention et l'objectif 2010.

**Encadrement XLII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Les financements sur les fonds propres du pays sont en deçà des besoins.

**La question prochaine (170) est pour  
LES PARTIES PAYS DÉVELOPPÉS**

**170.** Veuillez marquer avec un "x" dans le tableau ci-dessous les secteurs dans lesquels votre pays a accordé un support financier aux pays en voie de développement et/ou pays à économie en transition. Si c'est nécessaire, veuillez expliquer dans l'espace ci-dessous.

Secteurs	Support apporté
a) Évaluations nationales et régionales menées dans le cadre de l'Évaluation de l'écosystème du millénaire MEA (décision VI/8)	
b) Conservation In-situ (décision V/16)	
c) Renforcement de la capacité nationale afin d'établir et maintenir les mécanismes de protection des connaissances traditionnelles (décision VI/10)	
d) Conservation <i>Ex situ</i> (décision V/26)	
e) Application de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (décision VI/9)	
f) Application des Lignes directrices de Bonn (décision VI/24)	
g) Application du programme de travail sur la diversité biologique agricole (décision V/5)	

h) Préparation du premier rapport sur les ressources zoogénétiques de l'État du monde (décision VI/17)	
i) Soutenir les travaux des mécanismes régionaux de coordination existants et la mise en oeuvre de réseaux ou processus régionaux et sous-régionaux ou procédés (décision VI/27)	
Autres informations sur les supports financiers accordés aux pays en voie de développement et/ou pays à économie en transition	

**La prochaine question (171) est pour  
LES PARTIES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT OU PARTIES PAYS À ÉCONOMIE EN  
TRANSITION**

**171.** Veuillez marquer avec un "x" dans le tableau ci-dessous les secteurs pour lesquels votre pays a demandés un support financier aux Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), aux pays développés et/ou autres institutions. Un même secteur pourrait avoir plus d'une source de support financier. Veuillez expliquer dans l'espace ci-dessous si c'est nécessaire.

Secteurs	Support financier demandé à		
	GEF	Bilatéral	Autres
a) Préparation of stratégies sur la biodiversité ou plans d'actions nationaux	x		
b) Évaluation de la capacité nationale pour l'application des décisions de la Convention (décision VI/27)	x		
c) Action prioritaire pour l'application de l'Initiative taxonomique mondiale (décision V/9)			x
d) Conservation <i>In-situ</i> (décision V/16)	x	x	
e) Développement des stratégies ou plans d'action nationaux pour prendre des mesures concernant les espèces exotiques (décision VI/23)		x	
f) Conservation <i>Ex-situ</i> , établissement et maintien des installations de conservation <i>ex situ</i> (décision V/26)		x	
g) Projets qui encouragent les moyens d'application de l'Article 13 (Éducation et sensibilisation du public) (décision VI/19)		x	
h) Préparation des rapports nationaux (décisions III/9, V/19 et VI/25)	x		
i) Projets pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des eaux intérieures (décision IV/4)	x	x	
j) Activités pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole (décision V/5)	x	x	

/... 71

◆ Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

k) Application du Protocole de Cartag�na sur la prévention des risques biotechnologiques (décision VI/26)	<b>x</b>		
Autres informations sur les demandes de supports financiers.			

### Approche  cosystemique

#### Décision V/6 – Approche  cosystemique

<b>172.</b> ■ Votre pays applique-t-il l'approche écosystemique en tenant compte des principes directeurs contenus dans l'annexe à la décision V/6?	
a) Non	
b) Non, mais l'application à l'étude	
c) Oui, certains aspects en cours d'application	
d) Oui, appliqué sur une large échelle	X

<b>173.</b> ■ Votre pays développe-t-il des expressions pratiques de l'approche écosystemique pour ses politiques et législation nationales et pour la mise en oeuvre d'activités adaptées aux conditions locales, nationales, et régionales?	
a) Non	
b) Non, mais développement à l'étude	
c) Oui, mesures pratiques développées pour la mise en oeuvre de certains principes de l'approche écosystemique	x
d) Oui, mesures pratiques développées pour la mise en oeuvre de la plupart des principes de l'approche écosystemique	

<b>174.</b> Votre pays renforce-t-il ses capacités et fournit-il un soutien financier et technique afin de mettre en oeuvre l'approche écosystemique?	
a) Non	
b) Oui, sur le plan domestique	
c) Oui, incluant les supports apportés aux autres Parties	x

<b>175.</b> ■ Votre pays a-t-il soutenu la coopération régionale dans l'application de l'approche écosystemique à l'étranger?	
a) No	
b) Oui, coopération informelle (veuillez préciser ci-dessous)	
c) Oui, coopération formelle (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur la coopération régionale dans l'application de l'approche écosystemique à l'étranger.	

Participation a la gestion concertée d'espaces d'intérêt communautaires (bassin du Niger, bassin des Volta, Parc du W, etc ).

### Décision VI/12 – Approche écosystemique

**176.** Votre pays facilite-t-il l'échange d'expériences et le renforcement de capacité sur les plans régional, national et local, et encourage-t-il la sensibilisation par des moyens de ressources techniques et financières?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autrescommentaire sur l'encouragement de l'échange d'expériences et de renforcement de capacité sur les plans régional, national et local, et encouragement de la sensibilisation au moyen de ressources techniques et financières.

Contribution technique et financière à la gestion concertée d'espaces d'intérêt communautaires (bassin du Niger, bassin des Volta, Parc du W, etc ) et de projets de gestion de ressources naturelles.

### Programmes de travail

*Les trois questions suivantes (177, 178 et 179) sont conçues pour couvrir tous les programmes de travail adoptés à la Conférences des Parties*

**177.** Votre pays a-t-il identifié les objectifs spécifiques de 2010 qui correspondent aux diversités biologiques agricole, des eaux intérieures, marine et côtière, des forêts, des terres arides et sub-humides, et qui sont en ligne avec l'objectif global adopté au Sommet mondial pour le développement durable dans le but de réduire substantiellement le rythme d'appauvrissement de la biodiversité d'ici 2010?

a) Non

b) Non, mais identification des objectifs à l'étude

c) Oui, objectifs identifiés (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur les objectifs identifiés.

- Une stratégie de développement rural est adoptée et est en application;
- Un cadre national de concertation autour des conventions en matière d'environnement est mis en place ;
- Un plan décennal d'action en matière d'environnement est adopté et est en application ;
- Un cadre national et un régime national en matière de sécurité en biotechnologie sont adoptés et sont en application ;
- Une sensibilisation des citoyens aux questions environnementales est opérationnelle à travers les campagnes nationales sur l'écocitoyenneté ;
- Un symposium national bis annuel sur l'implication du secteur privé dans la gestion de l'environnement est institutionnalisé.

Les connaissances et innovations traditionnelles de gestion des ressources naturelles sont prises en considération dans les différentes approches adoptées.

/... 73



Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

**178.** Votre pays a-t-il développé une base de données et des indicateurs afin de surveiller les progrès vers l'objectif de 2010 sur les diversités biologiques agricole, des eaux intérieures, marine et côtière, des forêts, des terres arides et sub-humides?

a) Non	
b) Non, mais développement d'une base de données et des indicateurs à l'étude	
c) Oui, base de données et indicateurs identifiés (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur la base de données et les indicateurs identifiés.

Les bases de données sont :

- Système National d'Information sur l'Environnement ;
- Centre d'Echange d'Information sur la Diversité Biologique ;

**179.** Votre pays a-t-il développé, mis en place et appliqué des systèmes de surveillance pour mesurer le progrès réalisés sur les objectifs de diversités biologiques agricole, des eaux intérieures, marine et côtière, des forêts, des terres arides et sub-humides de 2010?

a) Non	
b) Non, mais développement des systèmes de surveillance à l'étude	
c) Oui, systèmes de surveillance en place et en cours d'application	x

## Écosystèmes des eaux intérieures

### Décision IV/4 - État et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options possibles pour leur conservation et leur utilisation durable

**180.** Votre pays a-t-il développé un plan sectoriel pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité des eaux intérieures, soit comme faisant partie d'une stratégie/plan d'actions national sur la diversité biologique ou comme un plan séparé?

a) Non	
b) Oui, intégré à NBSAP (veuillez spécifier les éléments inclus)	x
c) Oui, comme un plan sectoriel séparé	

Autres commentaires sur le plan sectoriel pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité des eaux intérieures.

Stratégie nationale et programme prioritaire de développement et de gestion des ressources halieutiques.

**181.** Votre pays encourage-t-il les synergies entre ce programme de travail et les activités correspondantes de la Convention de Ramsar ainsi que l'application du Plan Conjoint de Travail au niveau national?

a) Non	
--------	--

b) Non, mais des mesures potentielles identifiées pour l'application de la synergie	
c) Oui, certaines mesures utilisées pour l'application commune (veuillez expliquer ci-dessous)	x
d) Oui, mesures complètes pour l'application commune (veuillez expliquer)	
Autres commentaires sur la promotion des synergies entre ce programme de travail et les activités correspondantes de la Convention de Ramsar ainsi que l'application du Joint Work Plan au niveau national.	

**182.** Votre pays a-t-il adopté des approches intégrées de gestion des terres et des zones côtières pour la protection, l'utilisation, la planification et la gestion écosystémiques des eaux intérieures?

a) Non	
b) Non, mais approches à l'étude	
c) Oui certaines approches adoptées (veuillez expliquer)	x
d) Oui approches complètes (veuillez expliquer)	
Autres commentaires sur l'adoption des approches intégrées de gestion des terres et des zones côtières.	
Les approches intégrées de gestion des terres et des rives sont développées dans le cadre des actions de gestion intégrée des bassins versants dans le pays. Approche de gestion intégrée des ressources en eau	

**183.** Votre pays a-t-il développé un ensemble de critères ou indicateurs pour évaluer les impacts causés aux écosystèmes des eaux intérieures par des projets d'infrastructure ou par des activités sur les zones côtières?

a) Non	
b) Non, mais développement à l'étude	x
c) Oui (veuillez donner ci-dessous une liste d'indicateurs développés)	
Autres commentaires sur le développement des critères ou indicateurs.	

**184.** Votre pays supporte-t-il la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité des eaux intérieures par la création et l'application des mesures légales, administratives et de mesures d'incitation appropriés?

a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles identifiées	
c) Non, mais mesures en cours de développement	
d) Oui, certaines mesures développées et appliquées (veuillez expliquer ci-dessous)	x
e) Oui, mesures complètes développées et appliquées (veuillez expliquer ci-dessous)	
Autres commentaires sur la création et l'application des mesures.	
Le code de l'eau a prévu des dispositions à cet effet. Loi d'orientation relative a la gestion de l'eau.	

**185.** Votre pays exige-t-il une évaluation d'impacts environnementaux pour les projets de développement hydraulique et les activités dans les zones côtières?

a) Non	
b) Oui	x

**186.** Votre pays a-t-il révisé les mesures d'incitation et les réglementations qui pourraient avoir un effet néfaste sur la diversité biologique des eaux intérieures?

a) Non	
b) Oui, révision en cours	
c) Oui, révision complétée et ajustements potentiels proposés (veuillez expliquer ci-dessous)	
d) Oui, ajustements exécutés suite à la révision (veuillez expliquer ci-dessous)	x
Autres informations sur la révision des mesures d'incitation et réglementaires qui pourraient avoir un effet néfaste sur la diversité biologique des eaux intérieures.	
Loi d'orientation relative a la gestion de l'eau. Le Code Forestier.	

**187.** Votre pays a-t-il encouragé la participation dans l'approche de la gestion écosystemique des eaux intérieures?

a) Non	
b) Non, mais la participation dans l'approche à l'étude	
c) Oui, (veuillez expliquer)	x
Autres informations sur les approches avec participation.	
L'INERA utilise l'approche systémique dans les recherches sur les zones humides Université de Ouagadougou /UFR et IUCN national	

**Encadrement XLIII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

La gestion des eaux intérieures par l'approche écosystémique a permis d'enregistrer des progrès dans l'atteinte des objectifs de la NBSAP, du Plan Stratégique et de l'objectif 2010.

**Encadrement XLIV - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

Les entraves résident dans l'état avancé de la dégradation des bassins versants

**Diversité biologique marine et côtière**  
**Décision II/10 et décision IV/5 - Conservation et utilisation durable**  
**de la diversité biologique marine et côtière**

<b>188.</b> Les stratégies et plans d'action de votre pays contiennent-ils les points suivants? Veuillez cocher la case correspondante.	
a) Développement de nouvelles aires marines et côtières protégées	
b) Amélioration de la gestion des aires marines et côtières protégées existantes	
c) Renforcement de la capacité intérieure pour la planification et la gestion des aires marines et côtières protégées	
d) Amélioration de la gestion intégrée des aires marines et côtières (incluant la gestion des bassins hydrographiques) afin de réduire la sédimentation et le dépôts des matières nutritives dans l'environnement marin	
e) Amélioration des eaux usées et autres traitements de déchets	

 Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

f) Control de la pêche excessive et des pratiques de pêche destructives	
g) Autres sujets (veuillez expliquer ci-dessous)	
h) Non applicable	
Veuillez donner une liste de n'importe quelle autre action prioritaire relative à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité marine et côtière.	

<b>189.</b> Lesquels des faits suivants correspondent à l'état actuel des aires marines et côtières protégées? Veuillez cocher toutes les cases en question.	
a) Aires marines et côtières protégées déclarées officiellement (veuillez indiquer ci-dessous leur nombre)	
b) Plans de gestion de ces aires établis avec la participation de toutes les parties prenantes	
c) Gestion efficace avec des mesures de renforcement et de surveillance en place	
d) Autres faits (veuillez décrire ci-dessous)	
e) non applicable	
Autres commentaires sur l'état actuel des aires marines et côtières protégées.	

<b>190.</b> Votre pays applique-t-il des techniques qui visent à réduire au minimum les effets néfastes de la mariculture sur la biodiversité marine et côtière?	
a) Non	
b) Non, mais l'utilisation des techniques appropriées à l'étude	
c) Oui, techniques appliquées pour minimiser les effets néfastes de la mariculture sur la biodiversité marine et côtière (veuillez donner plus de détails sur les genres de technique)	
d) Non applicable	
Autres commentaires sur les techniques qui visent à réduire au minimum les effets néfastes de la mariculture sur la biodiversité marine et côtière.	

--

**191.** Votre pays effectue-t-il les activités suivantes pour appliquer le programme de travail de la Convention sur les récifs coralliens? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

<b>Activités</b>	<b>Ni appliqué ni une priorité</b>	<b>Pas appliqué mais une priorité</b>	<b>Actuellement appliqué</b>	<b>Non applicable</b>
a) Évaluation et surveillance écologiques des récifs coralliens				
b) Évaluation et surveillance socio-économiques des communautés et parties prenantes				
c) Gestion, particulièrement grâce à l'intégration de la gestion côtière et celle des aires marines et côtières protégées de l'environnement corallien				
d) Identification et application des mesures additionnelles et alternatives afin de garantir les moyens d'existence des populations tributaires des services assurés par les récifs coralliens				
e) Programmes de participation des parties prenantes, associations, communautés et campagnes d'éducation du public				
f) Mesures visant à favoriser la formation et les perspectives de carrière des taxonomistes et écologistes s'occupant du milieu marin				
g) Développement de systèmes d'alerte précoce en cas de blanchiment des coraux				

h) Développement d'une capacité d'intervention rapide afin de recueillir des données sur le blanchissement et la mortalité coraux				
i) Restauration et réhabilitation des habitats dégradés du récif corallien				
j) Autres activités (veuillez expliquer ci-dessous)				
Veuillez décrire les activités en cours.				

<b>192.</b> L'état des indicateurs a-t-il changé depuis le dernier rapport de votre pays? Veuillez cocher la case correspondante dans chaque cas					
<b>I n d i c a t e u r s</b>	<b>Augmente/ s'améliore</b>	<b>Pas de changement significatif</b>	<b>Décroit /Décline</b>	<b>Pas assez de données pour évaluer</b>	<b>Non applicable</b>
a) Montant de terres humides côtières salubres (mangroves, marécages salés, etc.)					
b) État des habitats marins peu profonds tels que les mers d'algues et récifs coraux					
c) Nombre de nouvelles espèces ciblées par les organisations halieutiques (poisson et invertébrés)					
d) Nombre d'espèces de poissons traditionnellement capturés et dont la pêche n'est plus rentable, ou qui sont devenus rares					
e) Longueur/taille des poissons commerciaux					
f) Nombre de phénomènes épisodiques tels que la mort de poissons, marée d'algues rouges et blanchiment des coraux					

g) Fréquence et sévérité des invasions par les espèces exotiques dans l'environnement marin et côtier					
h) Nombre et taille des installations d'aquaculture côtières					
i) Montant des zones économiques exclusives (EEZ) exploitées par les pêcheries et autres usagers					
j) Surface totale des aires marines et côtières protégées					
k) Surface totale contrôlée par la gestion intégrée des aires marines et côtières					

**Encadrement XLV - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (d) Progrès vers l'objectif de 2010.

--

**Encadrement XLVI - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

--

## Diversité biologique agricole

**Décision III/11 et décision IV/6**

**Conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique**

<b>193.</b> <input checked="" type="checkbox"/> Votre pays a-t-il identifié les questions prioritaires qui doivent être abordés au niveau national?	
a) Non	
b) Non, mais identification en cours	
c) Oui, (veuillez décrire les problèmes et les questions prioritaires ci-dessous)	x

/... 81

Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

Autres commentaires sur les problèmes et les questions prioritaires.

Des travaux de recherche sont en cours pour la revalorisation des espèces locales négligées (par le laboratoire de biotechnologie et de génétique végétale) et la conservation *in situ* des espèces végétales locales.

**194.** ■ Votre pays a-t-il développé des stratégies, des programmes et des plans nationaux qui assurent la mise au point et l'application efficaces de politiques et de mesures menant à l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique agricole ?

a) Non

b) Non, mais stratégies, programmes et plans en cours de développement

c) Oui, certaines stratégies, programmes et plans en place (veuillez préciser ci-dessous)

x

d) Oui, stratégies, programmes et plans complets en place (veuillez préciser ci-dessous)

Autres commentaires sur les stratégies, des programmes et des plans nationaux.

Certaines espèces sont particulièrement ciblées (sorgho, mil, gombo, niébé, etc ).

#### Décision V/5 - Diversité biologique agricole: révision du programme de travail

**195.** ■ Votre pays a-t-il approuvé les méthodes d'essai sur le terrain et l'utilisation commerciale des produits dérivant de l'application des technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques?

a) Non

x

b) Oui

**196.** ■ Votre pays a-t-il effectué des évaluations scientifiques (incluant les évaluations de risques) sur, *entre autres*, les effets écologiques, sociaux et économiques des technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques (GURTs)?

a) Non

b) Non, mais évaluations à l'étude

x

c) Oui, évaluations importantes complétées (veuillez préciser ci-dessous)

Autres commentaires sur les évaluations des effets écologiques sociaux et économiques de GURT.

Experimentation en milieu confiné de l'INERA

<b>197. ■</b> Votre pays a-t-il identifié les moyens de traiter les impacts potentiels des technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques sur la conservation <i>in situ</i> et <i>ex situ</i> et l'utilisation durable, y compris la sécurité alimentaire de la diversité biologique agricole?	
a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Oui, certaines mesures identifiées (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, mesures compréhensives identifiées (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres informations sur les voies et les moyens de traiter les impacts potentiels des technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques sur la conservation <i>in situ</i> et <i>ex_situ</i> et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole	
Mesures identifiées dans la réglementation	

<b>198. ■</b> Votre pays a-t-il développé ou appliqué ces règlements en tenant compte, <i>entre autres</i> , de la nature et des caractéristiques particulières des variétés et des technologies de restriction de l'utilisation génétique?	
a) Non	
b) Oui, développés mais pas encore appliqués	x
c) Oui, développés et appliqués (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les développements et l'application des règlements touchant les technologies de restriction de l'utilisation génétique?	

### Annexe de la décision V/5 - Programme de travail sur diversité biologique agricole

Élément 1 du programme – Évaluation	
<b>199.</b> Votre pays a-t-il développé des méthodes et des techniques pour évaluer et surveiller l'état et l'évolution de la diversité biologique agricole?	
a) Non	
b) Oui, mais méthodes et des techniques pour évaluer et surveiller en cours de développement	x
c) Oui, la plupart des méthodes et des techniques développées (veuillez donner ci-dessous des détails pertinents, en tenant compte des éléments (a) à (d) de l'activité 1.5 annexée à la décision V/6)	

Autres commentaires sur les méthodes et les techniques (p.ex. critères et directives; terminologie et classification convenues des écosystèmes agricoles et des systèmes de production agricole; échange de données et d'information sur la biodiversité agricole ; méthodologie pour l'analyse des tendances et des causes sous-jacentes).

**200.** Votre pays a-t-il effectué des évaluations spécifiques des composants de la biodiversité agricole tels que ressources phytogénétiques, ressources zoogénétiques, pollinisateurs, gestion des insectes nuisibles et le cycle des substances nutritives?

a) Non	
b) Oui, évaluations en cours (veuillez préciser les composants ci-dessous)	x
c) Oui, évaluations complétées (veuillez préciser les composants et les résultats des évaluations ci-dessous)	

Autres commentaires sur les évaluations spécifiques des composants de la biodiversité agricole.

Des évaluations parcellaires ont été réalisées par l'INERA.

**201.** Votre pays effectue-t-il des évaluations sur les interactions entre les pratiques agricoles et la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité en référence à l'Annexe I de la Convention (p.ex. écosystèmes et habitats ; espèces et communautés ; génomes et gènes qui ont une importance sociale, scientifique ou économique)?

a) Non	
b) Oui, évaluations en cours	
c) Oui, certaines évaluations complétées	x
d) Oui, évaluations complètes	

Autres commentaires sur les évaluations des composants de la biodiversité (p.ex. écosystèmes et habitats ; espèces et communautés ; génomes et gènes qui ont une importance sociale, scientifique ou économique).

**202.** Votre pays a-t-il effectué une évaluation sur les connaissances, innovations et pratiques des agriculteurs et des communautés autochtones et locales en matière de préservation de la biodiversité agricole et des services liés aux écosystèmes agricoles en faveur et à l'appui de la production et de la sécurité alimentaires?

a) Non	
b) Oui, évaluations en cours	x
c) Oui, évaluations complétées (veuillez indiquer les documents qui contiennent l'information)	

Autres commentaires sur l'évaluation sur les connaissances, innovations et pratiques des agriculteurs et des communautés autochtones et locales.

Des travaux de recherche sur les espèces locales et les méthodes traditionnelles de leur conservation ont été réalisés par l'INERA et le laboratoire de biotechnologie et de génétique végétale de l'UFR/SVT. Des évaluations sur les innovations locales sur les méthodes culturales ont été faites par les Universités du pays.

**203.** Votre pays a-t-il surveillé une dégradation globale, un statu quo ou une restauration/réhabilitation de la biodiversité depuis 1993, date de la rentrée en vigueur de la Convention?

a) Non	
b) Oui, pas de changement trouvé (statu quo)	
c) Oui, dégradation globale surveillée (veuillez préciser ci-dessous)	x
d) Oui, restauration ou réhabilitation observée (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres détails sur les observations.	
Une base de données actualisée sur les occupations des terres a été réalisée en 2002.	

### Élément 2 du programme – Gestion adaptive

**204.** Votre pays a-t-il identifié les pratiques de gestion, technologies et politiques qui favorisent les effets positifs et atténuent les impacts négatifs sur la biodiversité agricole, et améliorent la productivité et la capacité d'assurer la subsistance?

a) Non	
b) Non, mais pratiques, technologies et politiques potentielles en cours d'identification	x
c) Oui, certaines pratiques, technologies et politiques identifiées (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, pratiques, technologies et politiques compréhensives identifiées (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les pratiques de gestion, technologies et politiques identifiées.	
Des travaux de valorisation des méthodes traditionnelles de conservation de certaines espèces cultivées ont été conduites par l'INERA et le laboratoire de biotechnologie et de génétique végétale de l'UFR/SVT.	

### Élément 3 du programme – Renforcement des capacités

**205.** Votre pays a-t-il augmenté les capacités des agriculteurs, communautés autochtones et locales, et leurs organisations et les autres parties prenantes, afin de gérer durablement la biodiversité agricole et développer des stratégies et méthodologies pour la conservation *in situ*, l'utilisation durable et la gestion de la diversité biologique agricole?

a) Non

b) Oui (veuillez préciser les aires/composants et groupes ciblés avec capacités améliorées)

x

Autres commentaires sur les capacités des agriculteurs, communautés autochtones et locales, et leurs organisations et les autres parties prenantes.

Dans le cadre du programme *in situ* de l'INERA, les producteurs impliqués bénéficient de formations pour l'amélioration de leur capacité.

**206.** Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes opérationnels qui favorisent une large participation des parties prenantes afin de former des partenariats véritables pour contribuer à l'application du programme de travail sur la biodiversité agricole?

a) Non

b) Non, mais mécanismes potentiels identifiés

c) Non, mais mécanismes en cours de développement

x

d) Oui, mécanismes en place

**207.** Votre pays a-t-il amélioré la politique environnementale, y compris les arrangements pour le partage des avantages et les mesures d'incitation en vue de soutenir la gestion locale de la biodiversité agricole?

a) Non

b) Non, mais certaines mesures et arrangements identifiés

c) Non, mais mesures et arrangements en cours de développement

x

d) Oui, mesures et arrangements en cours d'application (veuillez expliquer)

Autres expliquer) sur les mesures prises pour améliorer la politique environnementale.

Projet de conservation *in situ* de la diversité agricole en cours.

### Élément 4 du programme – Intégration

**208.** Votre pays intègre-t-il les plans nationaux ou les stratégies pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité agricole dans les plans et programmes sectoriels et intersectoriels?

a) Non

b) Non, mais révision en cours	
c) Non, mais réseaux et mécanismes potentiels identifiés	
d) Oui, certains plans nationaux et stratégies intégrés dans quelques plans et programmes sectoriels (veuillez expliquer ci-dessous)	x
e) Oui, certains plans nationaux et stratégies intégrés dans d'importants plans et programmes sectoriels (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur l'intégration des plans nationaux et les stratégies dans les plans et programmes sectoriels et intersectoriels.	
<p>Stratégie de Développement Rural.</p> <p>Stratégie Nationale et Plan d'Action en matière de Diversité Biologique.</p> <p>Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté.</p> <p>Plan stratégique de la recherche agricole</p>	

<b>209.</b> Votre pays supporte-t-il le réseau institutionnel ainsi que la politique et les mécanismes de planification afin d'intégrer la biodiversité agricole dans les stratégies et plans d'action agricoles, et son intégration dans des stratégies et plans d'action plus larges pour la biodiversité?	
a) Non	
b) Oui, en supportant les institutions dans leur travail d'évaluation pertinente	
c) Oui, en développant des directives politiques et de planification	
d) Oui, en développant les moyens de formation	
e) Oui, en supportant le renforcement des capacités sur les plans politiques, techniques et locaux.	
f) Oui, en encourageant la synergie dans l'application des plans d'action convenus et entre les évaluations en vigueur et les processus intergouvernementaux.	x
Autres commentaires sur les supports pour le réseau institutionnel et la politique et les mécanismes de planification.	

<b>210.</b> Dans les cas des centres d'origine, votre pays encourage-t-il les activités de conservation, sur les fermes, <i>in situ</i> , et <i>ex situ</i> , des ressources génétiques variées, y compris les variétés sauvages?	
a. Non	
b. Oui, (veuillez expliquer ci-dessous)	x
Autres commentaires sur la conservation des ressources génétiques variées pour l'alimentation et l'agriculture dans leurs centres d'origine?	
Projet conservation <i>in-situ</i> de l'INERA. Plusieurs collections réalisées sont conservées <i>ex-situ</i> , au niveau national et à l'étranger.	

**Annexe II de la décision VI/5 - Plan d'action  
pour l'Initiative internationale pour la conservation et l'utilisation durable des pollinisateurs**

<b>211.</b> Votre pays participe-t-il à l'application de l'Initiative internationale sur les pollinisateurs (IPI)?	
a) Non (veuillez expliquer ci-dessous)	
b) Oui	x
Autres commentaires sur la raison pour être absent à IPI.	

<b>Élément 1 – Évaluation</b>	
<b>212.</b> Votre pays surveille-t-il les états et évolutions des pollinisateurs?	
a) Non	
b) Oui (veuillez expliquer ci-dessous)	x
Autres commentaires sur les moyens et méthodes de surveillance, et les résultats.	
Etude sur le suivi des populations d'abeilles dans les zones cotonnières Suivi des pollinisateurs du Tamarinier	

<b>213.</b> Votre pays a-t-il fait une évaluation de l'état des connaissances scientifiques et autochtones sur la conservation des pollinisateurs afin d'identifier les lacunes dans les connaissances et les possibilités d'application de celles-ci?	
a) Non	
b) Non, mais évaluation à l'étude	x
c) Oui, (veuillez expliquer ci-dessous)	
Autres commentaires sur l'évaluation l'état des connaissances scientifiques et autochtones sur la conservation des pollinisateurs.	

### Élément 3 – Renforcement des Capacités

**214.** Votre pays renforce-t-il la capacité taxonomique afin d'établir les inventaires de la diversité et la distribution des pollinisateurs?

a) Non	
b) Non, mais programmes en cours de développement	x
c) Oui	

### Élément 4 - Intégration

**215.** Votre pays a-t-il intégré les considérations sur la diversité des pollinisateurs et les dimensions relatives de la biodiversité agricole dans sa stratégie de biodiversité nationale, ainsi que dans les processus de planification du secteur agricole?

a) Non	
b) Non, mais intégration à l'étude	x
c) Oui	

**Encadrement XLVII - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

--

**XLVIII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

--

## Diversité biologique des forêts

### Décision VI/22 – Diversité biologique des forêts

**216.** Votre pays collabore-t-il avec d'autres gouvernements, organisations régionales ou internationales dans l'application du programme de travail élargi?

a) Non	
b) Non, mais programmes de collaboration en cours de développement	
c) Oui, activités en cours d'application (veuillez préciser ci-dessous les organisations en question)	x

/... 89

 Ce symbole identifie les questions déjà posées dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques. Vous pourriez omettre de répondre à ces questions si vous n'avez pas de nouvelles informations à ajouter. Dans ces cas, veuillez indiquer les raisons dans le tableau de la question 247.

Autres commentaires sur collaboration avec les organisations régionales ou internationales.

Projet W Arly Pendjari (WAP).

Programme PAGEN.

**217.** Votre pays favorise-t-il la coopération et la synergie entre le programme de travail élargi de la Convention sur la diversité biologique (CBD) et le programme de travail pluriannuel du Forum des Nations Unies sur les forêts (UNFF)?

a) Non

b) Oui

x

Autres commentaires sur la coopération et la synergie entre le programme de travail élargi de CBD et le programme de travail pluriannuel de UNFF.

### Programme de travail élargi sur la diversité biologique des forêts

#### Élément 1 du programme - Conservation, utilisation durable et partage des avantages

**218.** Votre pays applique-t-il l'approche écosystemique à la gestion de tous les types de forêts?

a) Non

b) Non, mais mesures potentielles à l'étude

c) Oui, dans certains types de forêts (veuillez décrire ci-dessous les mesures prises)

d) Oui, dans la plupart de types de forêts (veuillez décrire ci-dessous les mesures prises)

x

Autres commentaires sur l'approche fondée sur les écosystèmes à la gestion des forêts.

Le Programme National d'Aménagement des Forêts en cours prend cette approche en compte.

**219.** Votre pays réduit-il les menaces qui pèsent sur la biodiversité des forêts et atténue-t-il les incidences des processus qui la menacent?

a) Non

b) Non, mais mesures potentielles en cours d'identification

c) Non, mais mesures et pratiques en cours de développement

d) Oui, certaines mesures en cours d'application (veuillez donner ci-dessous les détails sur ces mesures)

x

e) Oui, mesures compréhensives en cours d'application (veuillez donner ci-dessous les détails sur ces mesures)	
Autres commentaires sur les menaces qui pèsent sur la biodiversité des forêts et atténue-t-il les incidences des processus qui la menacent.	
Lutte contre les feux de brousse. Aménagement des forêts.	

<b>220.</b> Votre pays prend-t-il des mesures pour protéger, régénérer et restaurer la diversité biologique des forêts?	
a) Non	
b) Non, mais mesures potentielles à l'étude	
c) Non, mais mesures et pratiques en cours de développement	
d) Oui, certaines mesures en cours d'application (veuillez donner ci-dessous les détails sur ces mesures)	x
e) Oui, mesures complètes en cours d'application (veuillez donner ci-dessous les détails sur ces mesures)	
Autres commentaires sur les mesures pour protéger, régénérer et restaurer la diversité biologique des forêts.	
Les mesures sont prises dans le cadre des aménagements des forêts.	

<b>221.</b> Votre pays encourage-t-il l'utilisation durable de diversité biologique des forêts?	
a) Non	
b) Non, mais mesures et pratiques en cours de développement	
c) Oui, certaines mesures en cours d'application (veuillez donner ci-dessous les détails sur ces mesures)	x
d) Oui, mesures complètes en cours d'application (veuillez donner ci-dessous les détails sur ces mesures)	
Autres commentaires sur l'encouragement de l'utilisation durable de diversité biologique des forêts.	

La gestion participative des forêts prend cette approche en compte.

**222.** Votre pays encourage-t-il l'accès et le partage des avantages en ce qui concerne les ressources forestières?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous les politiques, mesures et réglementations adoptées dans ce domaine)

x

Autres commentaires sur la promotion de l'accès et le partage des avantages en ce qui concerne les ressources forestières.

Une partie des recettes issues des ressources forestières est destinée aux investissements sociaux au bénéfice des populations riveraines.

### Élément 2 du programme – Environnement institutionnel et socio-économique porteur

**223.** Votre pays encourage-t-il l'environnement institutionnel porteur pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des forêts, y compris l'accès et le partage des avantages?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous les mesures et étapes prises à cet effet)

x

Autres commentaires sur l'encouragement de l'environnement institutionnel porteur pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des forêts, y compris l'accès et le partage des avantages.

Le Programme National de Gestion des Terroirs veille à l'instauration d'un environnement institutionnel porteur.

**224.** Votre pays remédie-t-il aux échecs et aux distorsions socio-économiques qui conduisent à des décisions entraînant une perte de diversité biologique des forêts?

a) Non

b) Non, mais révision des carences et distorsions socio-économiques en cours

c) Oui, certains problèmes identifiés et certaines mesures en cours d'application (veuillez préciser ci-dessous les résultats de la révision et les mesures prises)

x

d) Oui, révision complétée et certaines mesures en cours d'application (veuillez préciser ci-dessous les résultats de la révision et les mesures prises)

Autres commentaires sur la révision des carences et des distorsions socio-économiques qui conduisent à des décisions entraînant une perte de diversité biologique des forêts.

Elaboration en cours d'une politique relative à la Réorganisation Agricole et Foncière.

### Élément 3 du programme - Connaissance, évaluation et surveillance

**225.** Votre pays a-t-il développé une classification générale des forêts à diverses échelles afin d'améliorer l'évaluation de l'état et de l'évolution de la diversité biologique des forêts?

a) Non

b) Oui

x

**226.** Votre pays améliore-t-il les connaissances et les méthodes concernant l'évaluation de l'état et de l'évolution de la diversité biologique des forêts?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur l'amélioration des connaissances et des méthodes concernant l'évaluation de l'état et de l'évolution.

La base des données sur l'occupation des terres réalisées en 2002 est basée sur des méthodes modernes.

SIG et Télédétection

**227.** Votre pays améliore-t-il la compréhension du rôle de la diversité biologique des forêts et du fonctionnement des écosystèmes?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur l'amélioration de la compréhension du rôle de la diversité biologique des forêts et du fonctionnement des écosystèmes

Une comptabilité environnementale en cours de mise en place mettra en évidence le rôle la diversité biologique des forêts ainsi que les fonctions des écosystèmes.

**228.** Votre pays améliore-t-il l'infrastructure de gestion des données et des informations aux fins d'une évaluation et d'une surveillance précises de la diversité biologique des forêts au plan mondial?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur l'amélioration de l'infrastructure de gestion des données et des informations

Le Système National d'Information Environnementale en place est doté de matériels adéquats.

**Encadrement XLIX - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.

--

**Box L - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

<p>Malgré les acquis engrangés, la perte de la diversité biologique se poursuit, compte tenu de l'important rôle des ressources naturelles dans l'économie du pays.</p>
---

**Diversité biologique des terres arides et sub-humides**  
**Décision V/23 et décision VI/4 – Application du programme de travail**

<b>229.</b> Votre pays soutient-il scientifiquement, techniquement, et financièrement, au niveau national ou régional, les activités identifiées dans le programme de travail?	
a) Non	
b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur le soutien scientifique, technique, et financier, au niveau national ou régional, les activités identifiées dans le programme de travail.	
Contributions nationales dans :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- le Programme en marge du désert ;</li> <li>- le Projet pilote de gestion des écosystèmes agropastoraux du Sahel.</li> </ul>	

<b>230.</b> Votre pays a-t-il intégré les actions dans le cadre du plan de travail sur les terres arides et sub-humides aux stratégies et plan d'action nationaux pour la diversité biologique (NBSAP) de la Convention (CBD) ou aux programmes d'action nationaux (NAP) de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (UNCCD)?	
a) Non	
b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires les actions dans le cadre du plan de travail sur les terres arides et sub-humides aux stratégies et plan d'action nationaux pour la diversité biologique (NBSAP) de la Convention (CBD) ou aux programmes d'action nationaux (NAP) de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (UNCCD).	

Il s'agit des mesures et des actions de revalorisation des terres cultivées ou non et soumises aux effets de la désertification ;

Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres intègre les actions du programme de travail sur les terres arides et sub-humides.

**231.** Votre pays a-t-il pris des mesures afin d'adapter son programme de travail d'une manière synergétique et dans un esprit de collaboration aux programmes nationaux UNCCD et aux autres programmes adoptés dans le cadre des conventions environnementales?

a) Non	
b) Oui, certains liens établis (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, liens complets établis (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur les mesures afin d'adapter son programme de travail d'une manière synergétique et dans un esprit de collaboration aux programmes nationaux UNCCD et aux autres programmes adoptés dans le cadre des conventions environnementales.

Une stratégie de mise en œuvre concertée des trois conventions de la génération de Rio est élaborée et appliquée.

**232.** Votre pays a-t-il évalué et analysé les informations sur l'état de la diversité biologique des terres arides et les pressions qui s'y exercent, pour diffuser les connaissances existantes et les meilleures pratiques, et combler les lacunes en matière de connaissances, afin de définir les activités qu'il convient d'entreprendre?

a) Non	
b) Non, mais évaluation en cours	
c) Oui, certaines évaluations complétées	x
d) Oui, évaluation compréhensive entreprise	

Autres commentaires sur les évaluations pertinentes des états et des tendances, p.ex. participation dans des évaluations mondiales, régionales, nationales; établissement d'un website pour la documentation.

Ces évaluations ont été faites lors des processus d'élaboration du Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification et du Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres.

**233.** Votre pays a-t-il identifié des aires spécifiques, à l'intérieur des terres sèches et sub-humides, qui présentent une valeur particulière pour la diversité biologique, et/ou qui font l'objet de menaces particulières?

a) Non	
b) Oui, certaines aires identifiées et mesures de protection planifiées	x

c) Oui, certaines aires identifiées et mesures de protection en place	
d) Oui, nombreuses aires identifiées et mesures de protection en cours de planification	
e) Oui, nombreuses aires identifiées et mesures de protection en place	

**234.** Votre pays a-t-il établi des objectifs spécifiques afin de protéger les aires qui présentent une valeur particulière pour chaque écosystème sous considération?

a) Non	
b) Oui, certains objectifs développés et mesures pertinentes en cours de planification (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, plusieurs objectifs établis et mesures de protection en place (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur les aires qui présentent une valeur particulière et/ou qui font l'objet de menaces et les objectifs développés et appliqués.

Des plaidoyers sont en cours pour le classement de certaines aires d'importance particulière

**235.** Votre pays a-t-il développé des indicateurs explicites qui seront utilisés dans l'évaluation de l'état et des tendances de la diversité biologique des terres arides et sub-humides?

a) Non	
b) Oui, indicateurs développés et en cours d'évaluation (veuillez préciser ci-dessous)	
c) Oui, un ensemble d'indicateurs pertinents utilisés dans l'évaluation systématique de l'état et des tendances (veuillez préciser ci-dessous)	x

Autres commentaires sur le développement des indicateurs qui sont utilisés dans l'évaluation de l'état et des tendances de la diversité biologique des terres arides et sub-humides

PNGT  
 Direction du Suivi Ecologique  
 INERA  
 CIRAD

**236.** Les études/projets spécifiques sont-ils menés pour développer des connaissances sur les processus écologiques, physiques et sociaux qui influent sur la diversité biologique des terres arides et sub-humides?

a) Non	
b) Non, mais études/projets en cours ou planifiés	x
c) Oui, réseau de recherche national bien développé en place et information recueillie systématiquement (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur Les études/projets spécifiques sont menés pour développer des connaissances sur les processus écologiques, physiques et sociaux qui influent sur la diversité biologique des terres arides et sub-humides.	

<b>237.</b> Votre pays fait-il quelques études/projets qui visent à identifier les avantages, à l'échelle locale et mondiale, de la diversité biologique des terres arides et sub-humides, y compris les liens existant entre la diversité biologique, la perte des avantages et la pauvreté?	
a) Non	
b) Non, mais études/projets en cours ou planifiés	x
c) Oui, information complète sur ces sujets disponible (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les études/projets qui visent à identifier les avantages, à l'échelle locale et mondiale, de la diversité biologique des terres arides et sub-humides (incluant les adresses et courriels des institutions qui entreprennent ces études/projets, listes des publications et documents)	

<b>238.</b> Est-ce que votre pays identifie et évalue systématiquement les meilleures pratiques de gestion et les vulgarise largement?	
a) Non	
b) Oui, meilleures pratiques de gestion en place mais ont besoin d'être évaluées et documentées (veuillez préciser ci-dessous)	
c) Oui, plusieurs meilleures pratiques connues, bien documentées et sont disponibles (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur meilleures pratiques de gestion.	
Une étude sur les bonnes pratiques traditionnelles de gestion de la diversité biologique, assortie d'un plan d'action, est disponible.	

<b>239.</b> Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en oeuvre les propositions sur les actions ciblées, qui sont spécifiées dans la partie B de l'annexe I de la décision V/23 (activités, 7, 8 et 9)?	
a) Non	
b) Oui, certaines mesures prises (veuillez préciser ci-dessous)	x
c) Oui, plusieurs mesures prises (veuillez préciser ci-dessous)	
Autres commentaires sur les mesures prises pour mettre en oeuvre les propositions sur les actions ciblées, qui sont spécifiées dans la partie B de l'annexe I de la décision V/23.	
La plupart de ces actions sont prises en compte dans plusieurs politiques, plans et programmes de gestion des ressources environnementales.	

<b>240.</b> Votre pays a-t-il appliqué les activités mentionnées précédemment (activités 7, 8 et 9 dans la partie B du programme de travail sur les terres arides et sub-humides) selon les façons expliquées dans la partie B?	
a) Non	
b) Oui, (veuillez préciser les moyens, tels que renforcement des capacités, sites de démonstration, études de cas, consultation améliorée, coordination améliorée entre CBD et UNCCD sur les applications, partenariats)	x
Autres commentaires sur les moyens de l'application.	
Renforcement des capacités, études de cas, consultation améliorée, coordination améliorée entre CBD et UNCCD sur les applications, partenariats.	

<b>241.</b> Votre pays a-t-il pris des mesures pour renforcer les capacités nationales, incluant les capacités locales dans le but d'améliorer l'application du programme de travail?	
a) Non	
b) Oui, certaines mesures prises	
c) Oui, mesures compréhensives prises	x
d) Oui, tous les besoins des capacités réalisés	

**Box LI - Veuillez élaborer ci-dessous les impacts ou résultats obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de cet article, notamment en termes de**

- (a) Réalisation des objectifs prioritaires de votre NBSAP (si applicable),**
- (b) Réalisation des objectifs et buts du Plan stratégique de la Convention,**
- (c) Progrès vers l'objectif de 2010.**

L'application du Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification contribue à la réalisation des objectifs de la NBSAP, du Plan Stratégique de la Convention et de l'objectif 2010.

**Box LII - Veuillez décrire les contraintes ou entraves rencontrées par votre pays dans l'application de cet article et les décisions connexes.**

L'état avancé de la dégradation des terres dans certaines zone est une contrainte à l'application effective du programme dans lesdites zones.

## Opérations de la Convention

### Décision V/20

<b>242.</b> Votre pays a-t-il activement participé aux activités sous-régionales et régionales afin de préparer les réunions de la Convention et de renforcer l'application de celle-ci?	
a) Non	
b) Oui (veuillez indiquer les activités auxquelles participe votre pays)	x
Autres commentaires sur les activités régionales et sous-régionales auxquelles participe votre pays.	
Participation à toutes les réunions régionales et à quelques réunions sous-régionales	

### Décision VI/27 B - Opérations de la Convention

<b>243.</b> Est-ce que votre pays renforce la coopération régionale et sous-régionale, améliore l'intégration et encourage les synergies dans les processus régionaux et sous-régionaux pertinents?	
a) Non	
b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)	x
Autres commentaires sur la coopération et les processus régionaux et sous-régionaux.	
Participation active et animation de plusieurs réunions régionales et sous-régionales.	

**La question suivante (244) est pour  
LES PARTIES PAYS DÉVELOPPÉS**

<b>244.</b> Votre pays supporte-t-il le fonctionnement des mécanismes de coordination régionale existants et le développement de réseaux ou processus régionaux ou sous-régionaux ?	
a) Non	
b) Non, mais programmes en cours de développement	
c) Oui, inclus dans des réseaux de coopération en place (veuillez préciser ci-dessous)	
d) Oui, certaines activités de coopération en vigueur (veuillez préciser ci-dessous)	

Autres commentaires sur le support pour le fonctionnement des mécanismes de coordination régionale existants et le développement des réseaux ou processus régionaux ou sous-régionaux.

**245.** Votre pays travaille-t-il avec les autres Parties pour renforcer les mécanismes régionaux et sous-régionaux existants et les initiatives en place pour le renforcement des capacités ?

a) Non

b) Oui

x

**246.** Votre pays a-t-il contribué à l'évaluation des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour la mise en œuvre de la Convention?

a) Non

b) Oui, (veuillez préciser ci-dessous)

x

Autres commentaires sur la contribution à l'évaluation des mécanismes régionaux et sous-régionaux

## Questions relatives à ce rapport

**247.** Le tableau ci-dessous a été conçu pour identifier les questions que vous avez choisies de laisser sans réponse et, ainsi que les raisons de ces choix.

Pour cette raison tous les numéros des questions sont rangés dans trois colonnes, et pour chaque question il y a quatre réponses possibles qui sont placées dans quatre cases situées dans la rangée à droite de chaque numéro de question. Chaque case est identifiée par les lettres (a), (b), (c) et (d) qui correspondent aux raisons de laisser la question sans réponse suivantes:

- a. Cette question a été déjà posée dans le deuxième rapport national ou dans un des rapports thématiques, et il n'y a pas de nouvelle information à fournir
- b. Cette question ne peut pas être répondue parce qu'il manquait de ressources humaines et/ou financières pour obtenir des informations et/ou données
- c. Cette question ne s'applique pas aux circonstances nationales
- d. Cette question n'est pas une priorité nationale à ce stade ci

Ainsi, veuillez

- 1) Identifiez la(les) question(s) que vous avez choisi(es) d'omettre de répondre; et
- 2) Cochez une ou plusieurs des quatre cases (dans la rangée à droite du numéro de la question) qui correspond(ent) le mieux à la(les) raison(s) pour laquelle(lesquelles) vous vous absteniez de répondre.

Question No.	Raisons				Question No.	Raisons				Question No.	Raisons			
	A	B	C	D		A	B	C	D		A	B	C	D
1.					85.					169.				
2.					86.					170.				
3.					87.					171.				
4.					88.					172.				
5.					89.					173.				
6.					90.					174.				
7.					91.					175.				
8.					92.					176.				
9.					93.					177.				
10.					94.					178.				
11.					95.					179.				
12.					96.					180.				
13.					97.					181.				
14.					98.					182.				
15.					99.					183.				
16.					100.					184.				
17.					101.					185.				
18.					102.					186.				
19.					103.					187.				
20.					104.					188.			X	
21.					105.					189.			X	
22.					106.					190.			X	
23.					107.					191.			X	
24.					108.					192.			X	
25.					109.					193.				
26.					110.					194.				
27.					111.					195.				
28.					112.					196.				
29.					113.					197.				
30.					114.					198.				
31.					115.					199.				
32.					116.					200.				
33.					117.					201.				
34.					118.					202.				
35.					119.					203.				
36.					120.					204.				
37.					121.					205.				
38.					122.					206.				
39.					123.					207.				
40.					124.					208.				
41.					125.					209.				
42.					126.					210.				
43.					127.					211.				
44.					128.					212.				
45.					129.	x				213.				
46.					130.	x				214.				
47.					131.					215.				
48.					132.					216.				
49.					133.			x		217.				
50.					134.					218.				
51.					135.					219.				
52.					136.					220.				
53.					137.					221.				

54.					138.					222.				
55.					139.					223.				
56.					140.					224.				
57.					141.	x				225.				
58.					142.	x				226.				
59.					143.					227.				
60.					144.					228.				
61.					145.					229.				
62.					146.					230.				
63.					147.					231.				
64.					148.					232.				
65.					149.					233.				
66.					150.					234.				
67.					151.					235.				
68.					152.					236.				
69.					153.					237.				
70.					154.					238.				
71.					155.					239.				
72.					156.					240.				
73.					157.	X				241.				
74.					158.	x				242.				
75.					159.					243.				
76.					160.					244.				
77.					161.					245.				
78.					162.					246.				
79.					163.					247.				
80.					164.					248.				
81.					165.					249.				
82.					166.					250.				
83.	x				167.					251.				
84.					168.					252.				

Autres raisons pour laisser les questions sans réponse.

**Encadrement LIII – Veuillez donner ci-dessous les recommandations pour améliorer le format de ce rapport.**

**Pour une lisibilité et une meilleure compréhension des questions, le Burkina Faso recommande fortement au Secrétariat de la Convention de veiller désormais à assurer une bonne traduction du canevas du rapport dans la langue française.**

-----